

RAPPORT ANNUEL 2015

INVESTISSONS POUR UNE CROISSANCE
PLUS FORTE ET MIEUX PARTAGEE



SOMMAIRE

Lettre du Président	3
Message du Directeur Général	4
Membres du Conseil d'Administration de la BRVM	6
RAPPORT ANNUEL DE LA BRVM	
Activités du Marché Boursier Régional	8
Activités de la BRVM	20
Rapport Général des Commissaires Aux Comptes	32
Rapport Spécial des Commissaires Aux Comptes	38
Etats Financiers	42
Résolutions de l'Assemblée Générale du 26 Avril 2016	52
REPERTOIRE	
Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)	55
Emetteurs	56

LETTRE DU PRESIDENT

« Restons engagés et mobilisés ! »

Selon le FMI, la croissance de l'économie mondiale est restée languissante, avec une prévision de croissance du PIB en baisse par rapport à celle de l'année précédente à 3,1 % contre 3,4 %, malgré le repli du prix du pétrole, les politiques monétaires accommodantes et la relance des économies avancées. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.



M. Pierre Atépa GOUDIABY, PCA de la BRVM et du DC/BR

L'économie de l'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance de +3,4 % contre 5 % en 2014, due essentiellement aux conséquences négatives de la baisse des cours des produits de base notamment du pétrole brut sur l'économie des principaux pays exportateurs. En revanche, la zone UEMOA continue d'enregistrer de bonnes performances grâce au maintien d'une activité économique soutenue au sein des pays membres. Sur l'ensemble de l'année 2015, l'activité a crû globalement de 6,6 % à l'instar de 2014. Le marché boursier mondial, s'est orienté à la baisse à l'instar de la croissance de l'économie mondiale. Les indices MSCI World, MSCI Emerging Market et MSCI Frontier Market ont affiché sur l'année, des régressions respectives de 2,74 %, 16,96 % et 17,32 %. En Afrique, la quasi-totalité des marchés boursiers a terminé l'année en baisse en raison du ralentissement des économies dû, entre autres, à la baisse du cours du pétrole et du prix des denrées alimentaires, au relèvement du Dollar américain, au ralentissement de l'activité économique des pays émergents comme la Chine et le Brésil.

C'est dans ce contexte que la BRVM a affiché une hausse en 2015 et s'est hissée au premier rang des bourses africaines en termes de progression des indices avec un gain de 17,77 % de son Indice BRVM Composite et a également intégré le TOP 5 des bourses africaines les plus prometteuses. En outre, la BRVM a accueilli à sa cote la société TOTAL SENEGAL, le 20 février 2015. D'autres sociétés sont annoncées pour 2016. C'est le cas de BOA Mali. Notre Bourse a ainsi reflété la capacité de résilience, la solidité, la performance et la diversité des économies de l'UEMOA.

Ces résultats encourageants doivent être renforcés au cours de l'année 2016 et des années qui suivront par la mise en place d'actions stratégiques majeures relatives à la promotion et au développement du marché, au raffermissement des relations avec les partenaires, à l'amélioration du cadre d'exécution des opérations du marché et au renforcement des Systèmes d'Information.

Face à tous ces grands chantiers, je compte sur votre accompagnement pour une bourse plus grande, plus liquide, plus rentable et plus dynamique au service des économies de notre Union.

Pierre Atépa GOUDIABY

MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL

« L'émergence en vue ! »



M. Edoh Kossi AMENOUNVE,
Directeur Général de la BRVM et du DC/BR

Chers actionnaires,

Depuis les trois dernières années, la Direction Générale s'est donnée pour principale mission de mener efficacement la mise en oeuvre du Plan stratégique adopté par le Conseil d'Administration en 2012. La BRVM a ainsi enregistré depuis lors, et cela chaque année, des niveaux d'activités surpassant tous les records depuis le démarrage de ses activités. L'année 2015 n'a pas failli à ce dynamisme en cours.

2015 a été une année exceptionnelle pour la BRVM, 1^{ère} bourse du continent en termes de progression des indices (17,77 %) avec tous les indicateurs au vert :

- 7 500 milliards FCFA de capitalisation boursière du marché des actions (+18,67 % par rapport à 2014) ;
- 337,18 milliards FCFA de valeur des transactions (+47,89 % par rapport à 2014) ;
- 114 013 071 de titres échangés (+2,34 % par rapport à 2014).

Il ne s'agit pas d'un phénomène conjoncturel.

En effet, la capitalisation du marché des actions de la BRVM a doublé en quatre ans, passant de 3 177 milliards de FCFA en fin 2011 à 7 500 milliards au 31 décembre 2015 représentant 15 % du PIB de l'UEMOA.

Le marché obligataire a suivi la même tendance pour

atteindre une capitalisation de 1 579 milliards de FCFA au 31 décembre 2015.

Le volume des transactions de la BRVM a triplé entre 2011 et 2015 sous l'effet conjugué du passage à la cotation en continu, de la baisse des tarifs et des retombées des actions de promotion auprès des investisseurs régionaux et internationaux. Les efforts de démarchage des émetteurs potentiels est à souligner également, avec l'admission à la cote cette année de TOTAL SENEGAL.

Les actions de promotion et de développement ont occupé une place prépondérante dans les activités menées en 2015.

Après le Road show de Paris les 30 septembre et 1^{er} octobre 2014, nous avons assuré la promotion de la BRVM sur les places financières de Londres et de New York. Ces deux Road shows ont vu la participation d'une centaine d'investisseurs intéressés par les marchés financiers émergents et celui de l'UEMOA en particulier.

Sur le plan régional, il a été organisé des « journées BRVM » dans quatre pays de notre Union, notamment

“La capitalisation du marché des actions de la BRVM a doublé en quatre ans, passant de 3 177 milliards de FCFA en fin 2011 à 7 500 milliards au 31 décembre 2015 représentant 15 % du PIB de l'UEMOA.”

au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger.

Ces journées de promotion ont permis de mesurer l'intérêt porté par nos populations pour toutes les actions visant un meilleur essor de la BRVM et le

renforcement de la culture boursière.

La notoriété grandissante de la BRVM a favorisé la signature de protocoles d'accord avec divers partenaires dont un fonds de private equity, une Chambre de Commerce et d'Industrie et trois écoles de commerce.

En outre, dans le souci de se maintenir aux standards internationaux et tirer profit du rôle essentiel des TIC dans la vulgarisation des services financiers, la BRVM a inauguré sa nouvelle salle de marché et lancé – en collaboration avec des opérateurs mobiles – l'application « Infos BRVM » destinée à fournir aux investisseurs des informations sur le marché boursier.

Par ailleurs, la BRVM a adopté, le 10 décembre 2015, une nouvelle identité visuelle.

Enfin, s'agissant des actions de coopération régionale, la BRVM a participé activement aux différents travaux des commissions spécifiques et a été portée à la Présidence du Conseil d'Intégration des Marchés de Capitaux de l'Afrique de l'Ouest (WACMIC - West African Capital Markets Integration Council) en mars 2015.

Toutes ces actions ont été mises en œuvre par des ressources humaines de qualité dont le renforcement des capacités s'est poursuivi au cours de cette année.

2015 a donc été une année riche en activités et pleine en événements marquant ainsi le positionnement de la BRVM parmi les bourses africaines les plus prometteuses.

Toutefois, de nombreux défis subsistent en liaison avec l'amélioration de la liquidité et de la profondeur du marché.

A ce titre, diverses actions stratégiques sont identifiées notamment le lancement du Troisième Compartiment pour les PME/PMI et les entreprises à la recherche de capital de démarrage, l'incitation des Grandes Entreprises Publiques et Privées à se faire coter à la BRVM (privatisations), le lancement des Obligations de la Diaspora, la cotation des Sukuk et la création d'un indice islamique, la création d'un Marché pour les Ressources Minières (Mines, Pétrole et Gaz etc.), la poursuite des travaux pour l'intégration des bourses de la CEDEAO, de la Zone Franc et du Maroc, la poursuite de la promotion régionale et internationale à travers les journées BRVM et les BRVM Investment Days.

Nous saurons relever tous ces défis avec votre soutien et notre entière abnégation à renforcer l'essor de la Bourse Régionale.

Edoh Kossi AMENOUNVE

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BRVM



Siège de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, Abidjan - Côte d'Ivoire

Pierre Atépa GOUDIABY
Président du Conseil d'Administration
Représentant de ATEPA TECHNOLOGIES

M. Jean Luc BEDIE Représentant de la SGI HUDSON & Cie	M. Francis PADONOU Représentant de la SGI BIBE FINANCE & SECURITIES
M. Patrik BROCHET Représentant Impaxis Securities	M. Djibril SAKHO Représentant de la CRRAE - UMOA
M. Daouda COULIBALY Représentant de la SGI AFRICAINE DE BOURSE	M. Mamadou SANOGO Représentant de SABU NYUMAN
M. René DELAFOSSE Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Ivoire	M. Djibrilla Beïdari TOURE Représentant de la SGI NIGER
M. Raymond DOSSEH Représentant de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	REPRESENTANT DES ETATS DE L'UEMOA
M. Jonathan FIAWOO Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo	

ACTIVITES DU MARCHE BOURSIER REGIONAL

1. Contexte

En 2015, selon le FMI, la croissance de l'économie mondiale est restée languissante, avec une prévision de croissance du PIB en baisse par rapport à celle de l'année précédente à 3,1 % contre 3,4 %, malgré le repli du prix du pétrole, les politiques monétaires accommodantes et la relance des économies avancées.

Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent toutefois encore plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés. Trois transitions importantes continuent d'influer sur les perspectives mondiales :

1. Le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et son rééquilibrage de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services ;
2. La baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base et ;
3. Un durcissement progressif de la politique monétaire aux Etats-Unis dans le contexte d'une reprise résiliente, tandis que les banques centrales de plusieurs autres grands pays avancés continuent d'assouplir leur politique monétaire.

Dans les pays avancés, une reprise modeste s'est poursuivie en 2015, avec un taux de croissance du PIB qui s'est fixé à 1,9 % contre 1,8 % en 2014.

Aux Etats-Unis, la croissance économique s'est accélérée à 2,5 % contre 2,4 % en 2014, portée par des politiques monétaires accommodantes et un renforcement des marchés du logement et du travail.

La Zone euro a enregistré un regain de son économie à 1,5 % contre 0,9 % en 2014, en liaison avec l'augmentation de la consommation privée qui s'explique par la baisse des prix du pétrole, ainsi que par la baisse du taux de change de l'euro et la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne (BCE).

La croissance de l'économie japonaise s'est inscrite en hausse de 0,6 %, soutenue également par une politique monétaire accommodante.

En outre, les perspectives d'un relèvement progressif des taux directeurs aux États-Unis, ainsi que des excès de volatilité financière sur fond de craintes relatives aux perspectives de croissance dans les pays émergents, ont contribué à un durcissement des conditions financières extérieures, à une baisse des flux de capitaux et à de nouvelles dépréciations monétaires dans plusieurs pays émergents.

La baisse de la productivité au sein des pays émergents et en développement à 4 % contre 4,6 % en 2014 est essentiellement due aux séquelles de la dernière crise financière ainsi qu'à la dégradation des perspectives des pays exportateurs de pétrole et de quelques-uns des grands pays émergents. Le bilan reste toutefois varié d'une région à l'autre.

En Chine, la croissance globale évolue plus ou moins comme prévu, mais les importations et les exportations fléchissent plus vite qu'attendu, en partie à cause d'un ralentissement de l'investissement et de l'activité manufacturière.

Le rééquilibrage de la Chine vers une économie plus axée sur les services – au détriment des investissements¹ – a entraîné un ralentissement de sa croissance qui s'est établi à 6,9 % en 2015, taux le plus bas depuis trente ans. En plus de diverses tensions socio-politiques, l'évolution de l'économie du Brésil a été impactée

¹ Baisse des importations et exportations en raison du ralentissement de l'investissement et de l'activité manufacturière

par la contre-performance de la Chine qui est son premier partenaire économique, et se fixerait à -3,8 %. La Russie a enregistré également une évolution négative de sa productivité à -3,7 %, en raison de l'impact économique de la forte baisse des prix du pétrole et de la montée des tensions géopolitiques.

Cette évolution, conjuguée aux craintes des marchés relatives aux résultats futurs de l'économie chinoise, ont des répercussions sur d'autres pays par la voie du commerce et du recul des cours des produits de base, ainsi que par le biais d'une baisse de la confiance et d'une hausse de la volatilité sur les marchés financiers.

L'économie de l'Afrique subsaharienne a connu une croissance de +3,4 % contre 5 % en 2014, due essentiellement aux conséquences négatives de la baisse des cours des produits de base, notamment du pétrole brut sur l'économie des principaux pays exportateurs.

En revanche, la zone UEMOA continue d'enregistrer de bonnes performances grâce au maintien d'une activité économique soutenue au sein des pays membres. Sur l'ensemble de l'année 2015, l'activité a crû de 6,6 % à l'instar de 2014.

Cette performance résulte de la hausse des productions agricoles et industrielles ainsi que du dynamisme des BTP, porté par la poursuite des investissements publics et privés dans les huit Etats membres de l'Union. Il convient de noter également que cette performance enregistrée au sein de l'UEMOA a été soutenue par une faible inflation dans l'Union, avec des perspectives d'évolution modérée à moyen terme. Par ailleurs, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest - BCEAO - a mené une politique monétaire accommodante en maintenant ses taux directeurs à leurs plus bas niveaux historiques et en poursuivant ses refinancements en faveur des banques pour répondre à leurs besoins de liquidité.

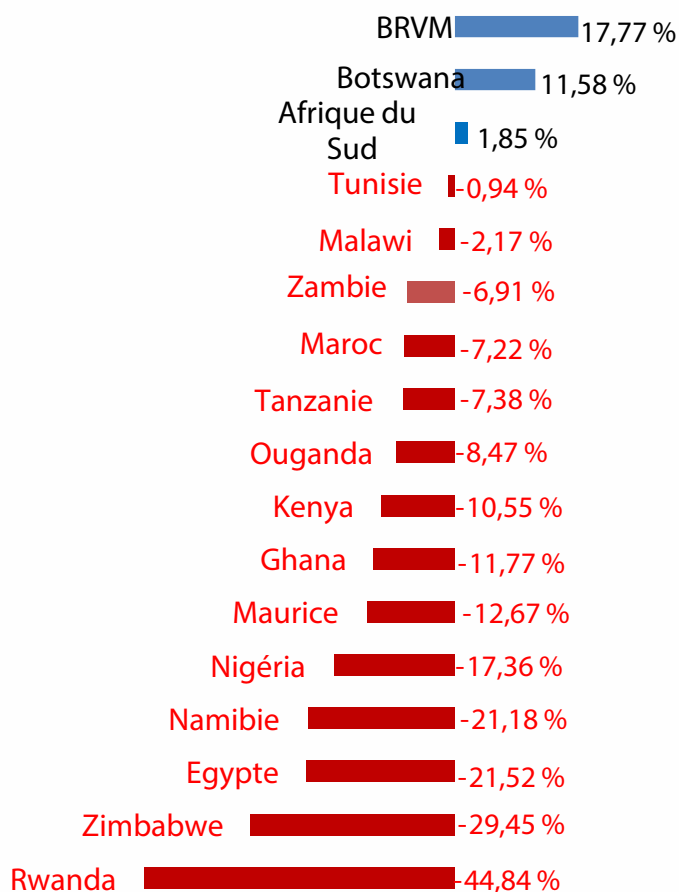
Ce contexte macroéconomique favorable a servi de tremplin pour une bonne tenue du marché boursier régional en 2015.

En effet, l'activité de la BRVM au cours de l'année 2015 s'est orientée à la hausse avec une progression de ses principaux indicateurs, confirmant la tendance observée l'année précédente.

L'indice BRVM 10 s'est fixé à 290,38 points, soit une progression de 8,54 % par rapport à l'année 2014. L'indice BRVM Composite, pour sa part, a gagné 17,77 % à 303,93 points.

En 2015, la quasi-totalité des bourses africaines a terminé l'année en baisse en raison du ralentissement des économies dû, entre autres, à la baisse du cours du baril de pétrole et celle du prix des denrées alimentaires.

Contrairement à cette tendance baissière, la Bourse Régionale a affiché une hausse en 2015 et s'est hissée au premier rang des bourses africaines en termes de progression des indices, avec un gain de 17,77 % de son Indice BRVM Composite.

Graphique : Evolution des bourses africaines en 2015

Par ailleurs, la BRVM a intégré le TOP 5 des bourses africaines les plus prometteuses, selon une étude de HAVAS HORIZON.

La BRVM a ainsi reflété la capacité de résilience, la solidité, la performance et la diversité des économies de l'UEMOA.

La capitalisation du marché des actions a doublé en quatre ans, passant de 3 177 milliards de FCFA en fin 2011 (8 % PIB de l'UEMOA) à 7 500 milliards au 31 décembre 2015 (15 % du PIB). Le marché obligataire a suivi la même tendance pour atteindre une capitalisation de 1 579 milliards de FCFA au 31 décembre 2015.

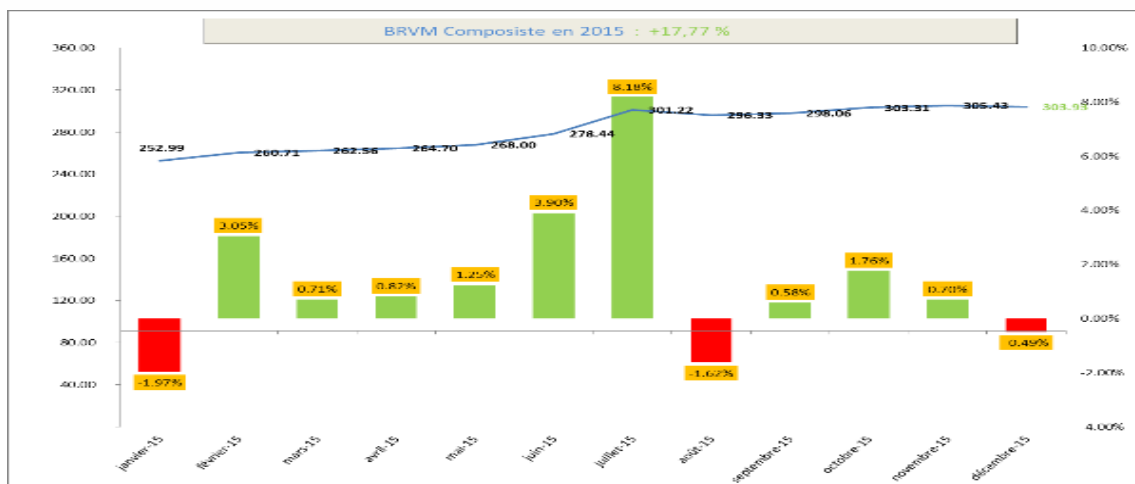
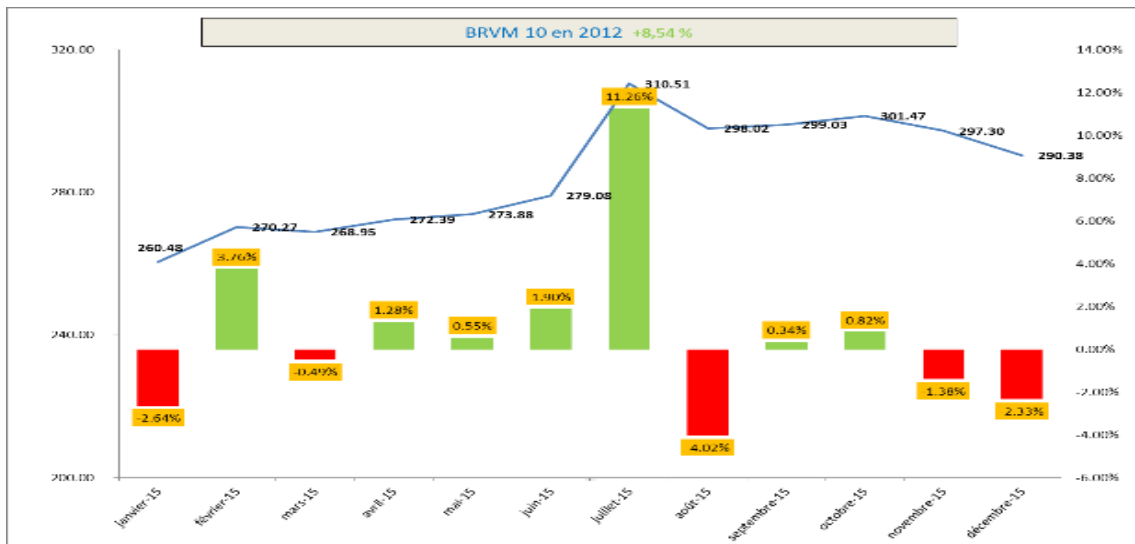
Le volume des transactions de la BRVM a triplé entre 2011 et 2015, sous l'effet conjugué du passage à la cotation en continu, de la baisse des tarifs et des retombées des actions de promotion auprès des investisseurs régionaux et internationaux.

2. Evolution des indices

2.1. Indices de référence

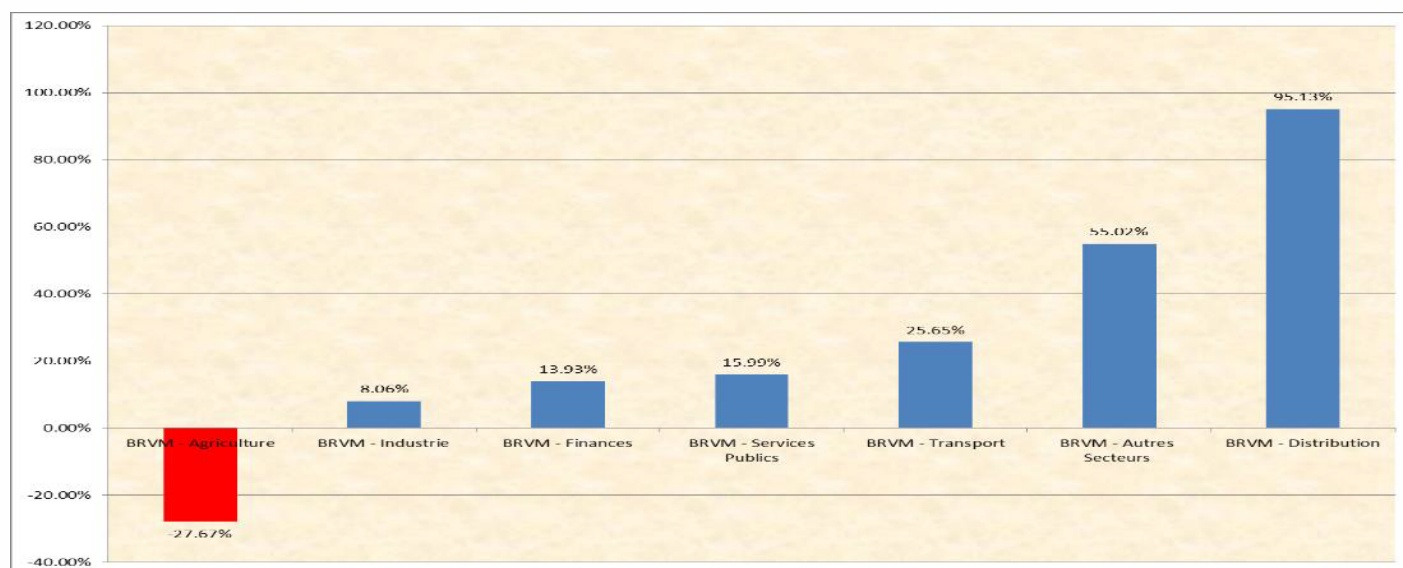
En 2015, les indices de référence de la BRVM se sont orientés à la hausse. L'indice BRVM 10 a enregistré une progression de 8,54 % en passant de 267,53 au 31 décembre 2014 à 290,38 points au 31 décembre 2015. L'indice BRVM Composite, pour sa part, a gagné 17,77 % à 303,93 points le 31 décembre 2015, contre 258,08 points au 31 décembre 2014.

Graphique 1 : Evolution des indices du 2 janvier au 31 décembre 2015



2.2. Indices sectoriels

Au cours de l'année 2015, tous les indices sectoriels de la BRVM se sont orientés à la hausse, à l'image de l'ensemble du marché, excepté l'indice Agriculture.

Graphique 2 : Evolution des indices sectoriels du 2 janvier au 31 décembre 2015

Le **Secteur de la Distribution** a servi de locomotive à la bonne performance de la BRVM en 2015, avec une hausse de 95,13 % de son indice sur l'année, passant de 296,96 points à 579,46 points. Cela traduit l'essor de la demande de consommation qui résulte de l'émergence d'une classe moyenne au sein de l'UEMOA.

Sur les sept (7) valeurs composant le Secteur Distribution de la BRVM, six (6) sociétés ont affiché, sur l'année, plus de 90 % d'évolution de leurs cours et figurent parmi les 10 meilleures performances de la BRVM en 2015.

Les performances du **Secteur de la Distribution** sont dues à la Société BERNABE Côte d'Ivoire, spécialisée dans les biens d'équipements et les matériaux de construction, qui affiche une progression de 142,45 %, la société TRACTAFRIC MOTORS Côte d'Ivoire, spécialisée dans la vente d'automobiles, une progression de 139,64 %, la société SERVAIR ABIDJAN Côte d'Ivoire, spécialisée dans le catering et la restauration des compagnies aériennes, une progression de 118,51 %, les sociétés TOTAL Côte d'Ivoire et TOTAL Sénégal, spécialisées dans la redistribution et la vente des produits pétroliers avec des progressions respectives de 109,50 % et 103,10 %. Enfin, la société CFAO MOTORS Côte d'Ivoire, spécialisée également dans la vente d'automobiles comme TRACTAFRIC MOTORS Côte d'Ivoire, affiche une progression 97,38 %.

Les **Secteurs Transports, Services Publics et Finances** ont également connu des belles performances de 25,65 %, 15,99 % et 13,93 %. En effet, en dehors de la Distribution, les plus belles performances se retrouvent dans les valeurs des télécommunications (Secteur Services Publics) avec l'ONATEL Burkina Faso qui affiche une progression de 102,70 % sur l'année (+ 182 % depuis son introduction en bourse). Avec la SONATEL, poids lourd de la cote qui affiche une performance de 9,65 % depuis le début de l'année et représente 33,33 % de la capitalisation boursière de la BRVM en 2015, ces deux valeurs contribuent à plus 40 % de la progression des 17,77 % observée par la BRVM en 2015.

Dans le **Secteur des Finances**, deuxième secteur de la cote de la BRVM qui concentre les plus fortes hausses de l'année 2015, la plupart des banques ont progressé entre 22,48 % et 58,53 %. La palme revient à la BOA Bénin, filiale du groupe marocain BMCE, avec une progression de son cours de 58,53 %. A contrario, la valeur ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED TOGO, qui représente la seconde capitalisation de la BRVM (11,54 %) après SONATEL, recule de 4 %.

Dans le **Secteur Industrie**, le bilan est mitigé. En effet, les valeurs liées à la construction et au bâtiment affichent des belles progressions avec des valeurs des sociétés telles que CROWN SIEM Côte d'Ivoire, SMB Côte d'Ivoire, SICABLE Côte d'Ivoire et AIR LIQUIDE Côte d'Ivoire qui profitent de la forte reprise de l'activité en Côte d'Ivoire ; et d'autre part, les valeurs liées à la consommation comme SITAB, SOLIBRA, NESTLE, UNILEVER reculent sous l'effet de la concurrence accrue dans leurs secteurs d'activités.

C'est dans ce secteur que se trouve **la meilleure hausse du marché pour l'année 2015**. En effet, la société **UNIWAX CI** qui exerce dans l'industrie du textile, a vu son cours s'envoler de **257,50 %**. Cette valeur a suscité l'intérêt des investisseurs compte tenu de ses résultats positifs de l'exercice 2014 (hausse de 32 % des ventes et 106 % du résultat net) et de l'anticipation d'une année 2015 encore plus bénéficiaire, eu égard aux résultats du premier semestre (hausse de 133 % du résultat net). UNIWAX CI tire un grand profit de la relance économique en Côte Ivoire en y réalisant plus de 50 % de son Chiffre d'Affaires.

Le **Secteur Agriculture** est le moins performant avec une perte de 27,67 % après des baisses respectives de 6,54 % et 35,38 % en 2013 et 2014. En effet, le ralentissement de l'économie mondiale, notamment celle de la Chine qui a fortement affecté les marchés émergents, s'est fait sentir au niveau des cours des valeurs agricoles notamment ceux des sociétés SOGB Côte d'Ivoire et SAPH Côte d'Ivoire, spécialisés dans la culture de l'hévéa, qui ont reculé respectivement 19,75 % et 34,57 %, sous l'effet de la baisse du cours du caoutchouc observée depuis quelques années.

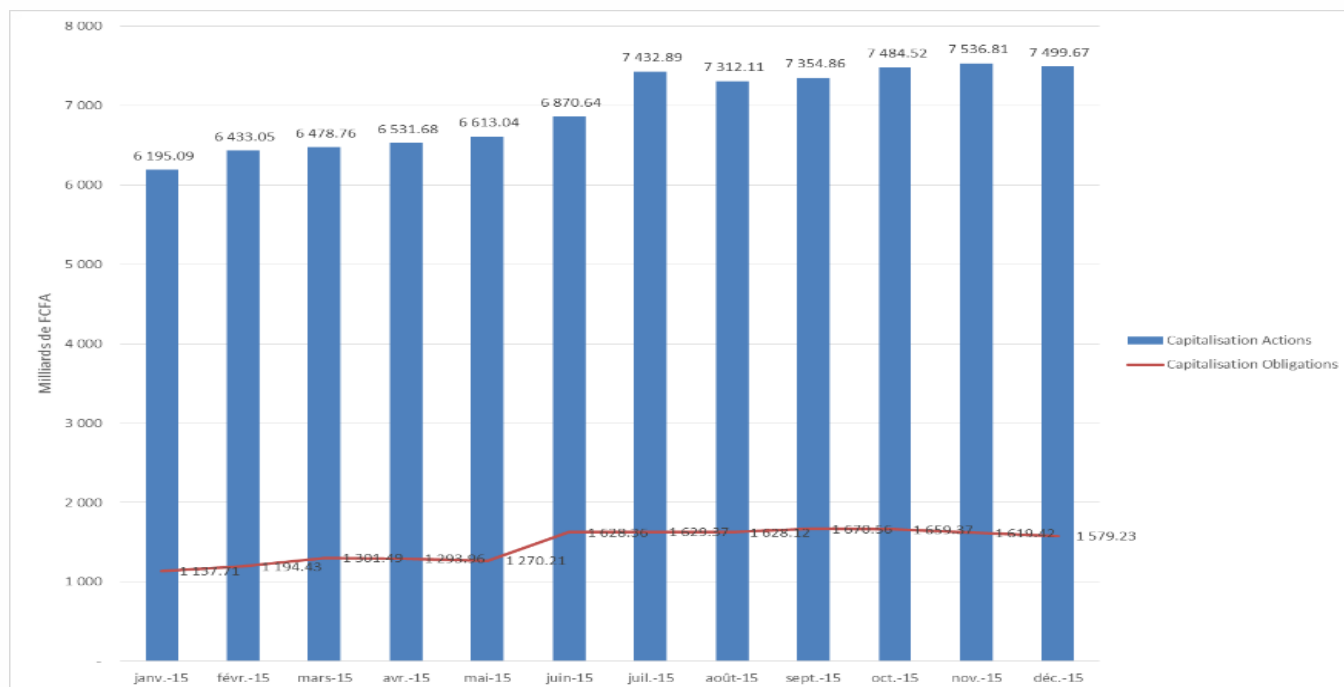
Par ailleurs, la société PALM Côte d'Ivoire a vu son cours chuter de 34,57 % du fait de la baisse du cours de l'huile de palme intervenue depuis également plusieurs années.

3. Capitalisation boursière

La capitalisation boursière du marché des actions s'est établie à 7 499,67 milliards de FCFA au 31 décembre 2015, enregistrant une hausse de 18,67 % par rapport à son niveau de fin décembre 2014. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des cours des actions cotées et l'admission à la cote de TOTAL Sénégal.

La capitalisation boursière du compartiment des obligations s'est élevée à 1 579,23 milliards de FCFA contre 1 139,01 milliards de FCFA au 31 décembre 2014, soit une hausse de 38,65 %. Cette hausse se justifie essentiellement par l'admission à la cote de cinq (5) emprunts d'Etats et deux (2) emprunts d'Institutions sous régionales pour un montant global de 693,97 milliards de FCFA malgré la radiation de quatre (4) emprunts pour une valeur globale de 58,20 milliards.

Graphique 3 : Evolution de la capitalisation des actions et des obligations du 2 janvier au 31 décembre 2015



4. Performances des titres

En 2015, 27 valeurs sur les 39 sociétés cotées à la BRVM ont affiché des progressions positives et 8 valeurs affichent des progressions de plus de 100 % dont la société UNIWAX Cote d'Ivoire qui a vu son cours s'envoler de 257,50 %.

Tableau 1 : Top 10 des plus fortes baisses en 2015

	TITRE	SECTEUR	VARIATION
1	UNIWAX CI	Industrie	257,50 %
2	BERNABE CI	Distribution	142,45 %
3	TRACTAFRIC MOTORS CI	Distribution	139,64 %
4	SERVAIR ABIDJAN CI	Distribution	118,51 %
5	TOTAL CI	Distribution	109,50 %
6	TOTAL SENEGAL	Distribution	103,10 %
7	ONATEL BURKINA FASO	Secteurs Publics	102,70 %
8	CFAO MOTORS CI	Distribution	97,38 %
9	CROWN SIEM	industrie	95,55 %
10	SICOR CI	Agriculture	62,48 %

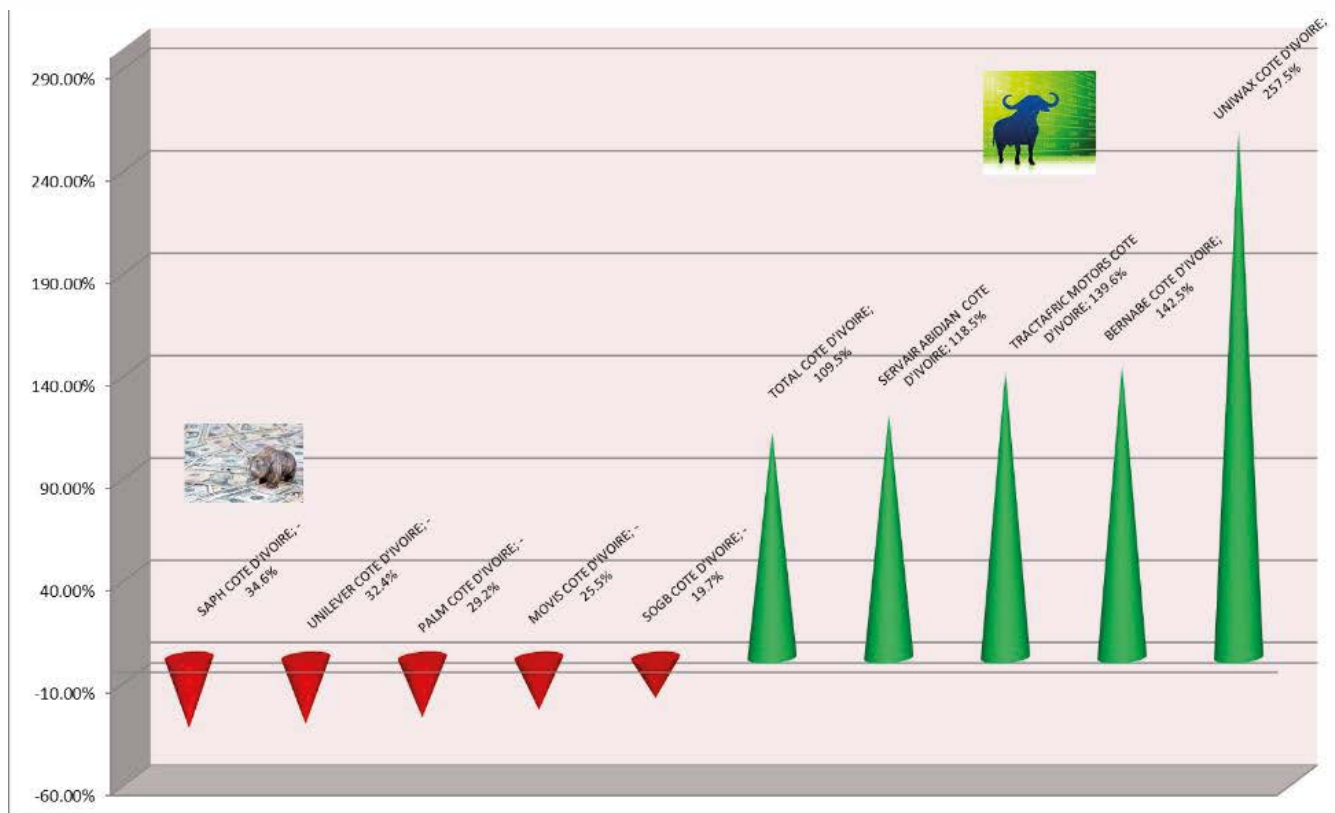
Tableau 2 : Top 10 des plus fortes hausses en 2015

	TITRE	SECTEUR	VARIATION
1	SAPH CI	Agriculture	-34,57 %
2	UNILEVER CI	Industrie	-32,43 %
3	PALM CI	Agriculture	-29,20 %
4	MOVIS CI	Distribution	-25,49 %
5	SOGB CI	Agriculture	-19,75 %
6	CIE CI	Secteurs Publics	-15,16 %
7	NESTLE CI	Industrie	-9,09 %
8	SOLIBRA CI	Industrie	-5 %
9	ECOBANK TG	Finances	-4 %
10	BOA NIGER	Finances	-2,3 %

Le titre UNIWAX CI a enregistré la plus forte hausse avec une progression de 257,5 % à 28 600 FCFA. Au deuxième rang, BERNABE CI progresse de 142,45 % à 179 900 FCFA. En troisième position, TRACTAFRIC MOTORS affiche un gain de 139,64 % à 405 000 FCFA. L'action SERVAIR ABIDJAN CI occupe la quatrième place en gagnant 118,51 % à 85 000 FCFA et enfin à la cinquième place, le titre TOTAL CI enregistre une hausse de 109,5 % à 20 950 FCFA.

En revanche, au cours de la même période, SAPH CI enregistre la plus forte baisse (-34,57 % à 11 500 FCFA), suivie par UNILEVER CI (-32,43 % à 25 000 FCFA), PALM CI (-29,20 % à 12 000 FCFA), MOVIS CI (-25,49 % à 5 100 FCFA) et SOGB CI (-19,75 % à 25 600 FCFA) et enfin NEI CEDA CI (-33,33 % à 4 000 FCFA).

Graphique 4 : Performance des titres du 2 janvier au 31 décembre 2015

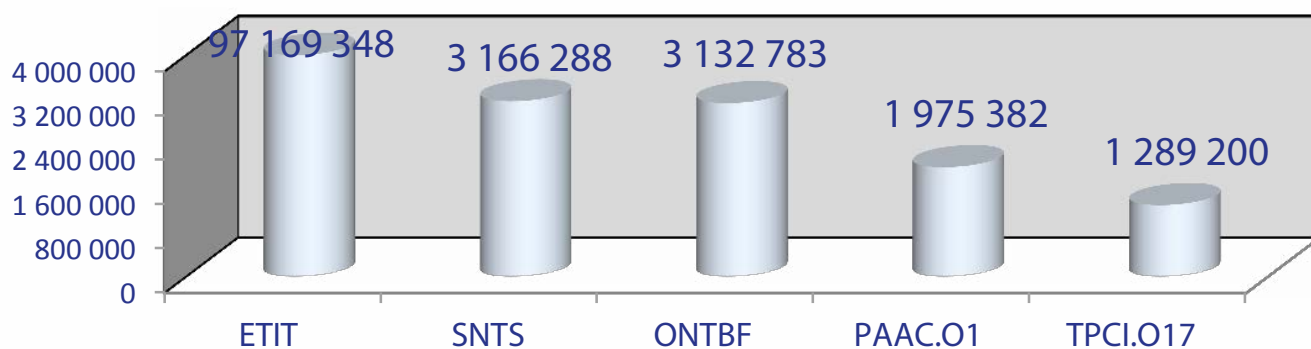


5. Performances volumes / valeurs

Les cinq titres les plus actifs sur la période observée sont :

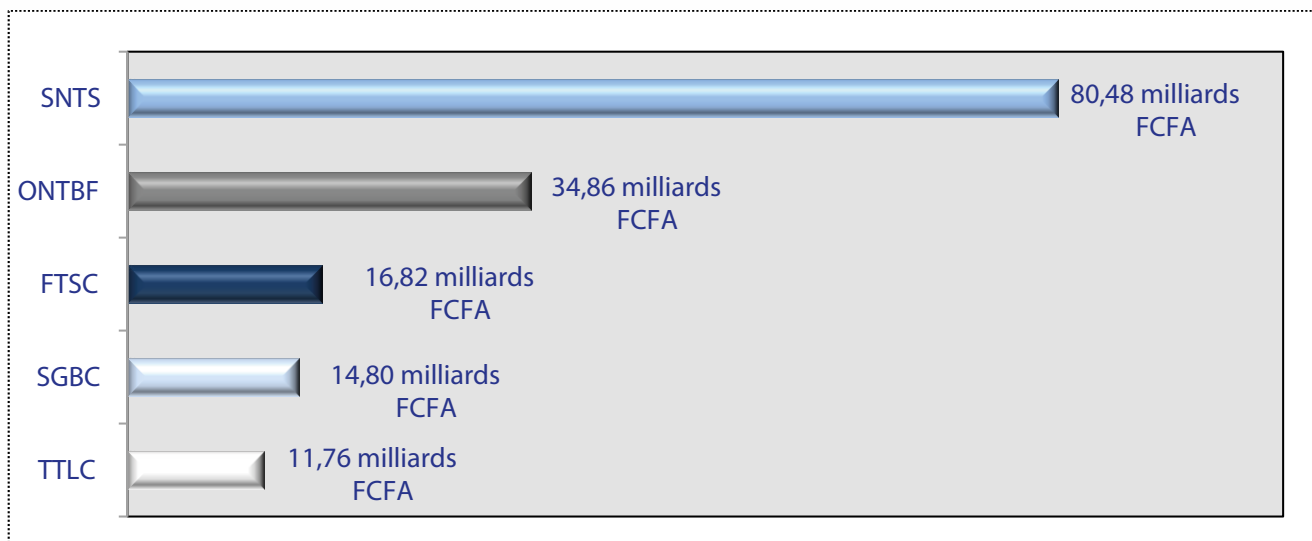
- **En volume**, ETI TG (97 169 348 actions échangées), SONATEL (3 166 288 actions échangées), ONATEL BF (3 132 783 actions échangées), EMPRUNT PAA 6.95 % 2010-2017 (1 975 382 obligations échangées) et EMPRUNT TPCI 3 % 2014-2024 (1 289 200 obligations échangées).

Graphique 5 : Titres les plus actifs en volume du 2 janvier au 31 décembre 2015



- En valeur, SONATEL SN (80 484 521 465 FCFA), ONATEL BF (34 863 371 270 FCFA), FILTISAC CI (16 817 302 500 FCFA), SGB CI (14 803 763 945 FCFA) et TOTAL CI (11 756 434 075 FCFA).

Graphique 8 : Titres les plus actifs en valeur du 2 janvier au 31 décembre 2015



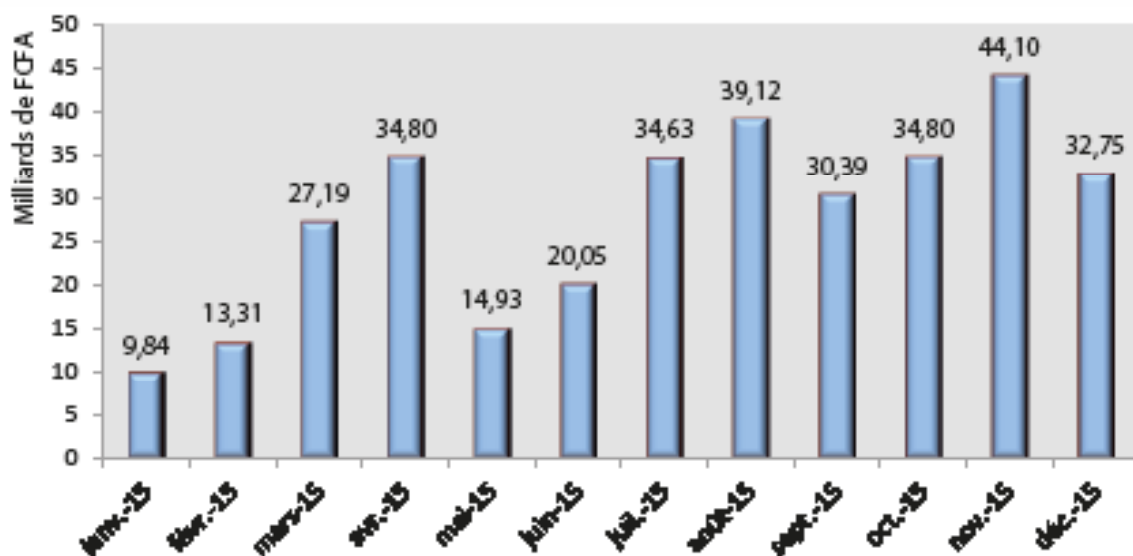
6. Transactions

Le marché a enregistré 313,27 milliards de FCFA de transactions courantes pour 113 202 168 titres échangés, contre 215,31 milliards de FCFA de transactions pour 110 824 502 titres échangés en 2014, soit une hausse de 45,49 % en valeur et 2,15 % en volume.

Au total, le montant global pour tous les types de transactions est de 335,91 milliards de FCFA pour 114 013 071 titres échangés contre 227,13 milliards de FCFA pour 111 409 892 titres échangés en 2014, soit une hausse de 47,89 % en valeur et 2,34 % en volume.

L'évolution mensuelle de la valeur totale des transactions se présente comme suit :

Graphique 9 : Evolution de la valeur des transactions (tous types) de janvier à décembre 2015



Le volume des transactions de la BRVM a triplé entre 2011 et 2015, sous l'effet conjugué du passage à la cotation en continu, de la baisse des tarifs et des retombées des actions de promotion auprès des investisseurs régionaux et internationaux.

Tableau 3 : Evolution récente de la BRVM (2010-2015)

Désignation	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Volume des transactions	31 646 365	21 919 489	40 914 748	65 664 658	111 428 892	114 013 071
Valeur des transactions (*)	111 237	81 280	145 835	193 498	227 127	335 908
Capitalisation boursière (*)	3 928 661	3 875 150	4 863 188	6 786 247	7 458 726	9 071 857
Marché des actions	3 471 194	3 177 130	4 031 377	5 623 489	6 319 718	7 489 628
Marché des obligations	457 467	698 020	831 811	1 072 778	1 139 008	1 579 229
Indices Boursiers						
BRVM 10	122,96	158,48	184,04	246,34	267,53	290,36
BRVM composite	158,18	138,88	166,58	232,02	258,06	303,83
Nombre de sociétés cotées	39	39	37	37	38	39
Nombre de lignes obligataires	31	28	29	35	33	36

(*) en milliards de FCFA

7. Nouvelles admissions

✓ Actions

Une (1) admission nouvelle à la cote (TOTAL Sénégal, le 20 février 2015) a été enregistrée à la cote pour un montant global de 48,09 milliards de FCFA.

Une (1) augmentation de capital (BOA CI, le 27 février 2015) a également été enregistrée.

✓ Obligations

En 2015, sept (07) introductions à la cote ont été enregistrées sur le marché obligataire pour un montant de 693,9 milliards de FCFA. Elles ont porté sur :

Tableau 3 : Liste des nouvelles introductions en 2015 (marché obligataire)

Dénomination	Symbole	Valeur nominale	Date d'introduction	Montant (FCFA)
TOGO TELECOM 6,50% 2014 - 2021	TPELO16	10 000	24-fév.-15	61 000 000 000
ETAT DU SENEGAL 6,50% 2014 - 2021	ESLO16	10 000	11-mars-15	119 000 000 000
COMH - HEMCOA 6% 2014 - 2021	COMH104	10 000	27-mai-15	15 500 000 000
BOAD 5,25% 2014 - 2021	BOAD012	10 000	4-juin-15	89 500 000 000
TOGO 3% 2014 - 2021	TPELO17	10 000	9-juin-15	99 250 000 000
TOGO 5,25% 2014 - 2021	TPELO18	10 000	9-juin-15	124 910 000 000
TOGO 5,25% 2015 - 2025	TPELO19	10 000	29-sept.-15	138 270 000 000
Montant total				693 900 000 000

8. Radiations de la cote

Le marché des actions n'a enregistré aucune radiation, celle de TRITURAF étant encore en attente de l'autorisation du CREPMF.

Par contre, le marché obligataire a enregistré quatre (04) radiations pour des emprunts arrivés à maturité pour un montant total de 58,2 milliards de FCFA :

- ✓ BOAD 5 % 2006-2014, le 07 février 2015 ;
- ✓ TOGO TELECOM 6,50 % 2007-2014, le 15 février 2015 ;

- ✓ TPCI 6 % 2012-2015, le 25 mai 2015 ;
- ✓ ETAT DU SENEGAL 6,75 % 2010-2015, le 16 novembre 2015.

9. Publication d'informations financières

Durant l'année 2015, toutes les sociétés cotées ont publié leurs états financiers provisoires au titre de l'exercice 2014, à l'exception de TRITURAF (société en liquidation). L'ensemble des publications se présente comme suit :

- ✓ trente-huit (38) états financiers provisoires relatifs à l'exercice 2014 ;
- ✓ seize (16) états financiers approuvés relatif à l'exercice 2014 ;
- ✓ cinq (5) rapports d'activité du premier trimestre 2015 ;
- ✓ six (6) rapports d'activité du troisième trimestre 2015 ;
- ✓ trente et un (31) rapports d'activité du premier semestre 2015 ;
- ✓ vingt et un (21) avis de convocation d'AGO ;
- ✓ un (1) avis de convocation d'AGE ;
- ✓ dix-sept (17) avis de convocation d'AGM ;
- ✓ cinquante-trois (53) publications non-périodiques.

ACTIVITES DE LA BRVM

5. Activités de la BRVM

Dans le cadre du Plan Stratégique 2014-2021 sous l'égide du CREPMF visant à « *faire du Marché Financier Régional une place financière africaine attractive et sécurisée pour un financement durable de l'économie de l'Union* », plusieurs objectifs et actions ont été définis notamment l'accroissement de l'attractivité du marché et la promotion du marché.

Sur cette base, le Conseil d'Administration de la BRVM a retenu, lors de sa session du 28 novembre 2012, les orientations stratégiques ci-après :

1. Faire entrer la BRVM dans le classement des 5 premières bourses africaines à l'horizon 2020 ;
2. Accroître la visibilité régionale et internationale de la BRVM, notamment par une meilleure communication et une implication plus grande des ANB ;
3. Maintenir la BRVM à un haut niveau technologique avec des innovations régulières ;
4. Faire de la BRVM une société rentable pour les actionnaires.

La mise en oeuvre de ces orientations stratégiques a conduit à plusieurs actions dans les principaux domaines d'activités que sont le développement, la communication et la promotion du marché, l'amélioration du cadre de fonctionnement des opérations de bourse, l'amélioration du cadre de fonctionnement des opérations du dépositaire, le renforcement et la sécurisation des systèmes d'information, le développement du capital humain, l'amélioration du cadre de vie et des relations extérieures, et le contrôle et l'audit interne.

5.1. Développement, communication et promotion du marché

Au titre du développement, de la communication et de la promotion du marché, plusieurs actions ont été entreprises depuis 2012. Les principales actions ont trait à :

5.1.1. Mise en place du Troisième compartiment dédié aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance

Les économies de l'UEMOA sont essentiellement composées de PME qui constituent le moteur de la création des emplois. Cependant, un aperçu de l'état des lieux du financement de ces entreprises dans notre Union laisse apparaître leurs difficultés pour la mobilisation de ressources en vue d'assurer leur pérennité.

Face à ce constat, la BRVM envisage ouvrir sur son marché des actions, un 3^{ème} compartiment dédié aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance.

Aussi, une note relative au mécanisme d'accès à la cote des PME et des entreprises à fort potentiel de croissance a été élaborée en novembre 2012. Capitalisant les différentes contributions et eu égard à l'évolution significative du tissu économique de l'Union, la BRVM a affiné les caractéristiques du Troisième Compartiment qui ont à nouveau évolué à la lumière des conclusions de différentes rencontres régionales et internationales sur les PME.

Initialement prévu pour démarrer en décembre 2014, le processus mis en place a été à plusieurs fois reporté.

Lors de sa session du 09 décembre 2015, le Conseil d'Administration a pris la décision de mettre en place le Troisième Compartiment.

A ce jour, la BRVM reste dans l'attente de l'approbation du CREPMF pour la création d'un Troisième Compartiment à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières.

5.1.2. BRVM Investment Days

Après l'édition de fin septembre 2014 à Paris qui a connu un très grand succès (plus de 120 participants, 34 intervenants de haut niveau), la BRVM a organisé des journées « BRVM INVESTMENT DAYS », le 28 avril 2015, à Londres et le 23 septembre 2015, à New York.

Pour mémoire, ces Road Show visent les objectifs ci-après :

- ✓ faire découvrir les opportunités qu'offre le Marché Financier Régional aux investisseurs internationaux ;
- ✓ présenter à des investisseurs les opportunités des entreprises cotées à la BRVM ;
- ✓ expliquer le cadre de l'intermédiation boursière dans l'UEMOA aux investisseurs internationaux.

Un site web dédié aux « BRVM INVESTMENT DAYS », dont l'adresse est la suivante : www.brvminvestmentdays.com, a été mis en place. Ce site sert de plateforme d'inscription et d'information sur l'évènement.

5.1.3. Media Days

La BRVM a organisé des journées média (Media Days) exclusivement destinées aux professionnels des médias dans les différents pays de l'UEMOA notamment à Cotonou (Bénin), Bamako (Mali), Niamey (Niger) et Abidjan (Côte d'Ivoire) afin de les sensibiliser et les former sur les questions relatives à la bourse. Plusieurs thèmes ont été abordés durant ces journées.

Les Medias Days ont suscité beaucoup d'engouement dans les pays visités.

5.1.4. Interviews et articles de presse

Les campagnes de communication et de promotion se sont poursuivies en 2015 dans la presse écrite et télévisuelle.

Diverses interviews ont été réalisées, tant avec la presse internationale que régionale (Reuters, Vox Africa, France 24, Africa 24, Magazine Décideurs, African Business, Sikka Tv, Rti1, Côte d'Ivoire Economie, Afrimag, Pme Magazine, Forbes Afrique, etc.).

Diverses insertions ont été réalisées, la plupart couplées à des interviews ou articles de presse (Financial Afrik, Jeune Afrique, Agenceecofin.com, PME Magazine, etc.).

Les organes de presse ont été régulièrement sollicités pour la couverture des évènements et manifestations organisés par la BRVM.

Au 31 décembre 2015, plus de 2 142 articles, diffusés sur divers supports dominés par la presse en ligne, ont été répertoriés.

5.1.5. Présence sur les réseaux sociaux

La BRVM a accru, en 2015, sa présence sur les réseaux sociaux. Des pages de réseaux sociaux, permettant d'accentuer la promotion des activités de la BRVM et d'améliorer sa relation de proximité avec le grand public, ont été élaborées sur quatre vecteurs de transmission :

- 1-FACEBOOK (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières) : 3 055 membres ;
- 2-TWITTER (@BRVM_UEMOA) : 657 abonnés ;
- 3-GOOGLE+ (BRVM_UEMOA) ;
- 4-LinkedIn (Regional Stock Exchange BRVM).

5.1.6. Rencontres avec les acteurs du marché

Dans le cadre des actions visant le renforcement et l'amélioration des relations avec leurs différents partenaires, les Structures Centrales ont reçu, à leur siège, les Intervenants commerciaux ainsi que les différentes Associations du Marché Financier Régional, suivant le chronogramme ci-après :

- ✓ les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) et l'Association Professionnelle des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (APSGI), le 21 janvier ;
- ✓ les Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO) et l'Association des Sociétés de Gestion d'OPCVM et de Patrimoine (ASGOP), le 22 janvier ;
- ✓ l'Association des Actionnaires des Sociétés Cotées (AASCOT), le 29 janvier ;
- ✓ les Banques Teneurs de Comptes Conservateurs (BTCC), le 30 janvier ;
- ✓ le Club des Sociétés Cotées (CSC), le 29 janvier.

5.1.7. Signature de Memorandum Of Understanding (MOU) avec les Fonds d'investissement

Compte tenu de l'importance des Fonds d'investissement dans le développement des marchés boursiers, la BRVM a entrepris de développer une étroite collaboration avec divers Fonds d'investissement par la signature de protocoles d'accord (MOU).

En 2015, la BRVM a poursuivi la signature des partenariats avec les Fonds d'investissement. Un partenariat a été conclu avec Phoenix Capital Advisors.

5.1.8. Rencontres avec les Comités de privatisation

Afin de sensibiliser les Etats à se désengager des entreprises publiques par le marché tout en favorisant le développement de l'actionnariat populaire, la BRVM a organisé des rencontres avec les organes en charge des privatisations dans les pays de l'Union.

Cette activité n'a pas enregistré de développement nouveau au titre de l'année sous revue et la BRVM reste toujours dans l'attente de la confirmation de la tenue d'une première rencontre avec l'organe en charge de la privatisation au Bénin.

5.1.9. Formation du grand public

La formation du grand public fait partie des actions envisagées dans le cadre de la promotion et du développement du Marché Financier Régional.

Pour ce faire, cette activité, dont la mise en oeuvre a été confiée aux Antennes Nationales de Bourse (ANB), depuis son lancement en 2013, s'est poursuivie en 2015, avec un total de 612 auditeurs effectivement formés qui ont reçu une attestation de formation.

Les données recueillies laissent apparaître que, pour l'ensemble des ANB, ce sont 612 auditeurs qui, après leur succès aux différents tests proposés au cours de l'année 2015, ont obtenu leur attestation de formation sur les 1 282 inscrits.

Ce chiffre est en très nette progression par rapport à l'année 2014 où on notait 224 auditeurs qui avaient réussi les tests de formations proposés par l'ensemble des ANB sur toute l'année. Le tableau ci-dessous fait ressortir les informations détaillées par pays ainsi que les données consolidées :

Tableau de suivi des formations en 2015

ANB	SESSION 1 Janv -Mars)		SESSION 2 (Avr -Juin)		SESSION 3 (Juil -Sept)		SESSION 4 (Oct -Déc)		TOTAUX	
	INSCRITS	ADMIS	INSCRITS	ADMIS	INSCRITS	ADMIS	INSCRITS	ADMIS	INSCRITS	ADMIS
BENIN	0	0	33	30	32	27	14	14	79	71
BURKINA FASO	27	24	38	34	57	57	38	36	160	151
COTE D'IVOIRE	24	15	23	11	43	36	26	19	116	81
MALI	32	23	42	24	44	33	37	28	155	108
NIGER	48	38	10	0	0	0	0	0	58	38
SENEGAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOGO	37	0	350	19	170	0	157	144	714	163
TOTAUX	168	100	496	118	346	153	272	241	1282	612

5.1.10. Création des Clubs d'investissement

Dans l'optique de favoriser l'accroissement de la culture boursière dans les pays de l'UEMOA, la BRVM a entrepris de susciter la création de Clubs d'investissement. Pour ce faire, un objectif de deux (2) Clubs d'investissement à créer par pays, a été fixé.

A fin décembre 2015, on note une nette progression du nombre de clubs créés, qui est passé de 15 à 30. Quant au montant des actifs sous gestion, il est passé de 315 283 090 FCFA à 451 965 719 FCFA, en progression de 43,35 %.

Tableau de suivi des Clubs d'investissement

PAYS	NOMBRE DE CLUBS	MONTANT DES ACTIFS (FCFA)
BENIN	6	102 931 706
BURKINA FASO	4	87 108 475
COTE D'IVOIRE	7	122 341 289
MALI	1	18 344 463
NIGER	7	50 776 785
SENEGAL	1	5 457 855
TOGO	4	65 005 146
TOTAL	30	451 965 719

5.1.11. Développement d'une coopération avec les grandes écoles et universités

Dans le cadre du développement et du renforcement de la culture boursière dans les pays de l'UEMOA, la BRVM a entrepris de mettre en place un cadre formel de collaboration avec les grandes écoles, universités et instituts de formation des pays de l'UEMOA.

Cette activité est mise en oeuvre par les ANB au plan local. Les données reçues à fin décembre 2015, laissent apparaître que, depuis le lancement de ce projet, ce sont au total, 14 conventions de délocalisation qui ont été signées avec seulement 3 pour l'année 2015 contre 11 en 2014.

Tableau de suivi des conventions de délocalisation

ANB	NOMBRE	ETABLISSEMENTS	ANNEE	
			2014	2015
BENIN	1	ENEAM		X
BURKINA FASO	2	ENAREF	X	
		ISIG	X	
COTE D'IVOIRE	4	EP CCI CI	X	
		UFR SEG	X	
		INTEC		X
		IBMT		X
MALI	2	ISTA TECHNO LAB BAMAKO	X	
		IAM BAMAKO	X	
NIGER	2	ETEC	X	
		FSEJ	X	
SENEGAL	3	SUPDECO DAKAR	X	
		IAM DAKAR	X	
		ISM DAKAR	X	
TOGO	0	-		

5.1.12. Développement d'une coopération avec les Chambres de Commerce

Dans le cadre de la dynamisation du marché, la BRVM a entrepris de renforcer sa collaboration avec les Chambres de Commerce et d'Industrie des pays de l'Union par la mise en place d'un cadre formel destiné à sensibiliser les entreprises des pays concernés sur les opportunités offertes.

Une convention a été signée avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin en mars 2015.

Au total, au 31 décembre 2015, des partenariats ont été conclus avec :

- ✓ la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Ivoire, le 23 janvier 2014 ;
- ✓ la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, le 21 février 2014 ;
- ✓ la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo, le 05 mars 2014 ;
- ✓ la Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger, le 10 juin 2014 ;
- ✓ la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, le 13 juin 2014 ;
- ✓ la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, mars 2015.

5.1.13. Vente d'information aux rediffuseurs

Dans l'objectif d'améliorer sa visibilité, de renforcer le dynamisme du marché et de développer une activité génératrice de revenus additionnels, la BRVM a entrepris de renforcer son activité de vente d'information à des rediffuseurs d'informations financières.

Un catalogue des services pour la vente des données du marché a été élaboré et adopté en novembre 2015.

Des négociations avancées ont eu lieu avec plusieurs rediffuseurs d'informations financières.

5.1.14. Vente de codes ISIN

Ce projet est entré dans sa phase d'exploitation au deuxième semestre 2014 et a permis de répondre aux demandes de codification de 22 Fonds Communs de Placement (FCP), dont 3 en 2015 contre 19 en 2014. Cette activité a permis de recueillir la somme de 925 000 FCFA en 2015.

Tableau de suivi des codifications ISIN

Structure	Nombre de codes	Prix Unitaire (FCFA)	Montant (FCFA)	Année	
				2014	2015
AFRICABOURSE AM	3	50 000	150 000	x	
BOA AM	4	35 000	140 000	x	
CORIS AM	2	50 000	100 000	x	
CGF GESTION	7	35 000	245 000	x	
EDC AM	4	35 000	140 000	x	
CGF GESTION	2	50 000	100 000		x
BOA A M	1	50 000	50 000		x
TOTAL (FCFA)			925 000		

5.1.15. Coopération avec les autres places boursières

Le rapprochement des Structures Centrales avec les places boursières africaines, qui a déjà démarré, a été poursuivi au cours de l'année 2015. A ce jour, trois (3) partenariats ont été noués avec les places africaines ci-après :

- ✓ la Bourse de Johannesburg ;
- ✓ la Bourse de Casablanca ;
- ✓ la Bourse de Tunis.

Les échanges entre les différentes places se sont poursuivis et la BRVM a reçu la visite d'une délégation de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), le 12 février 2015.

La BRVM a également accueilli la visite d'étude d'une délégation de la Banque Centrale de Mauritanie durant la période du 10 au 18 septembre 2015, dans le cadre du projet de mise en place d'une Bourse des Valeurs Mobilières en Mauritanie.

5.1.16. Coopération avec les Partenaires au développement

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan Stratégique 2014-2021 du Marché Financier Régional sous l'égide du CREPMF, la BRVM et le DC/BR ont participé à plusieurs rencontres notamment la table ronde des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) organisée en collaboration avec Making Finance Work For Africa (MFW4A) - une initiative de la Banque Africaine de Développement (BAD) visant à soutenir le développement des secteurs financiers africains -.

La Table ronde avait pour objectif de présenter le Plan stratégique 2014 - 2021 aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) en vue de recueillir leur intérêt pour le Marché Financier Régional ainsi que intentions pour soutenir la stratégie par la mise en oeuvre des actions identifiées.

5.1.17. Participation à diverses rencontres internationales

Dans le cadre des activités de développement et de promotion, la BRVM et le DC/BR ont participé à plusieurs rencontres et séminaires internationaux :

- Forum «Diaspora For Growth» à Abidjan, le 02 Février 2015 ;
- Rencontre de travail avec le Groupe ORRICK à Paris, le 05 Février 2015 ;
- Lancement du «Cluster Finance» de la Fondation France - Afrique à Paris, le 06 Février 2015 ;
- «Regional Exchange Conference» à Abidjan, le 18 Février 2015 ;
- Rencontre et signature de convention avec l'Agence UMOA-Titres à Dakar (Sénégal), le 19 Février 2015 ;
- Cérémonie de Première Cotation de TOTAL Sénégal à Dakar, le 20 Février 2015 ;
- Africa CEO Forum à Genève (Suisse), du 16 au 17 Mars 2015 ;
- BRVM Investment Days à Londres, Grande Bretagne, le 28 Avril 2015 ;
- 1^{er} Forum de la Diaspora ivoirienne à Abidjan, le 7 mai 2015 ;
- 2^{ème} Conférence du District 9102 du Rotary International à Lomé, le 8 mai 2015 ;
- 50^{ème} édition des Assemblées annuelles de la BAD à Abidjan, le 27 mai 2015 ;
- Africa investor à Cape Town, le 1^{er} juin 2015 ;
- Forum International de la Finance en Afrique Subsaharienne (FIFAS 2015) à Abidjan, le 15 juin 2015 ;
- Petit déjeuner- débat de l'Institut National des Administrateurs de Côte d'Ivoire (INAD CI) à Abidjan, le 18 juin 2015 ;
- Paris EUROPLACE, le 8 Juillet 2015 ;
- Rencontre avec la BCEAO pour la préparation de la réunion des Ministres de la Zone franc à Dakar du 13 au 15 Juillet 2015 ;
- Conférence PWC Canada, le 15 septembre 2015 ;
- Forum Afrique-Canada, 16-17 septembre 2015 ;
- BAFM Seminar 2015 (Building African Financial Markets) à Johannesburg, du 16 au 18 Septembre 2015 ;
- BRVM Investment Days à New York, le 23 Septembre 2015 ;
- Conférence BRVM-ORRICK à Paris, le 29 septembre 2015 ;
- Réunion des ministres de la Zone Franc à Paris, le 02 Octobre 2015 ;
- Réunion du Cluster Finances de la Fondation AfricaFrance à Casablanca, le 23 Octobre 2015 ;
- Séminaire sur les économies africaines par le Professeur Tchétché N'GUESSAN à Johannesburg, le 13 Novembre 2015 ;
- Africa SME Champions Forum à Nairobi, du 17 au 18 Novembre 2015 ;
- Rencontre AGEFI à Paris, le 3 Décembre 2015.

5.2. Amélioration du cadre de fonctionnement des opérations de bourse

5.2.1. Admission des nouvelles sociétés au troisième compartiment

Dans la perspective de l'ouverture d'un troisième compartiment dédié aux PME, aux sociétés à fort potentiel de croissance, une note relative aux aspects portant notamment sur le mode de cotation des valeurs de ce compartiment, aux types d'ordres de bourse, aux horaires de cotation ainsi qu'aux dispositions réglementaires à actualiser a été élaborée.

5.2.2. Instruction relative aux transactions par « Achetés/Vendus »

Dans le cadre de la mise à jour du logiciel de cotation - Quick Trade -, les modalités des opérations d'Acheté/Vendu ont été modifiées. De nouvelles propositions ont été formulées sur les conditions des opérations d'acheté / vendu et transmises au SGI, à leur demande.

Suite à une consultation de place, une nouvelle Instruction a été ainsi adoptée par la BRVM et publiée au Bulletin Officiel de la Cote du 16 janvier 2015.

5.2.3. Instructions relatives à l'amélioration de la liquidité

Le niveau élevé des cours est un frein à l'accès au marché. Pendant longtemps, le Marché Financier Régional a été pénalisé par les dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique qui fixait le montant du nominal des Sociétés Anonymes à 10 000 FCFA.

En effet, le niveau actuel des cours, sur le marché des actions est souvent identifié comme un des freins à la participation massive d'une frange importante de la population de l'Union, eu égard au niveau de leurs revenus.

A titre d'illustration, le cours moyen des titres, au 31 décembre 2015, était de 77 459 FCFA alors que le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) dans les Etats de l'Union varie entre 30 000 FCFA et 60 000 FCFA².

Les contraintes de la valeur nominale des titres ont été levées, d'une part par l'Instruction N° 48 / 2012 du CREPMF en date du 2 janvier 2012 et, d'autre part, par l'entrée en vigueur, le 5 mai 2014, du nouvel Acte Uniforme OHADA.

Dans ce cadre, le Conseil d'Administration a pris deux importantes décisions en décembre 2015 :

- 1- la première décision fixe un délai de deux (2) ans aux sociétés cotées pour respecter les dispositions réglementaires en vigueur à savoir, un flottant - part des titres disséminés dans le public - à un minimum de 20 % ;
- 2- la seconde décision fixe un volume minimum de titres entre 2 et 10 millions de titres pour le flottant des sociétés cotées. Cette décision fixe également un délai de deux (2) ans aux sociétés cotées pour se conformer à cette nouvelle disposition en procédant, le cas échéant, au fractionnement de leurs titres.

Ces décisions, si respectées, permettraient d'obtenir un cours moyen des titres à 5 385 FCFA.

En outre, il est à noter que la mise en oeuvre de ces décisions nécessite une bonne implication des sociétés cotées qui, pour la plupart, provenant de l'ex-BVA, ont été intégrées à la cote suite à une décision politique.

Enfin, il convient de rappeler également que la BRVM a publié en janvier 2015, une Instruction relative à la définition du flottant (Instruction 02/2015/BRVM/DG).

² SMIG : Sénégal (47 700 FCFA) ; Mali (31 370 FCFA) ; Guinée Bissau (30 000 FCFA) ; Niger (30 047 FCFA) ; Burkina Faso (32 218 FCFA) ; Bénin (40 000 FCFA) ; Togo (35 000 FCFA) ; Côte d'Ivoire (60 000 FCFA).

5.2.4. Détermination de nouveaux critères d'admission au marché des actions de la BRVM

Dans le cadre de la mise en oeuvre de son plan de développement visant notamment à améliorer la liquidité de son marché et à accroître le nombre des sociétés cotées, la BRVM a entrepris la révision de ses critères d'admission aux premier et deuxième compartiments du marché des actions.

A cet effet, une note relative à la détermination de nouveaux critères d'admission a été élaborée. Elle porte sur :

- ✓ la révision du critère de la marge nette sur Chiffre d'Affaires de 3 % pour l'admission des sociétés au Premier compartiment du marché des actions ;
- ✓ la modification du montant minimum de capitalisation boursière permettant l'accès à chacun des compartiments du marché des actions ;
- ✓ la réduction du nombre d'années de production des comptes certifiés permettant l'accès à chacun des compartiments du marché des actions ;
- ✓ la suppression de l'engagement de signature d'un contrat d'animation pour les deux compartiments du marché des actions ;
- ✓ la diffusion dans le public d'un pourcentage minimum du capital et d'un nombre minimum de titres pour accéder à chacun des compartiments du marché des actions.

5.2.5. Mise en place de différents indices

Le poids relatif de certaines valeurs dans la capitalisation boursière provoque une variation démesurée des indices dès que celles-ci subissent une hausse ou une baisse de leur cours. Afin d'atténuer cet effet, et à la suite de la restitution des travaux de la mission à la Bourse de Casablanca, une étude initiale relative à l'adoption des indices flottants a été réalisée. Cette étude intègre également la nécessité d'adopter une nouvelle classification pour les indices sectoriels.

Le passage d'indices basés sur la capitalisation totale aux indices basés sur la capitalisation flottante s'avère nécessaire afin de répondre aux standards internationaux.

5.2.6. Mise en place d'un site d'informations pour le CREPMF

Afin de répondre aux demandes ponctuelles ou permanentes de l'Autorité de régulation (CREPMF), un site Web a été mis en place.

5.2.7. Organisation des séances de test - Plan de Continuité des Activités

Dans le cadre du Plan de Continuité des Activités, des séances de test ont été organisées en octobre 2015 pour s'assurer du bon fonctionnement du site de Bamako.

5.2.8. Automatisation de la fiche de surveillance

La fiche quotidienne de surveillance a été automatisée afin de minimiser les risques d'erreurs dans sa production et d'assurer une certaine célérité des tâches quotidiennes.

5.3. Renforcement et sécurisation des Systèmes d'Information

Au titre du renforcement et de la sécurisation des Systèmes d'Information, plusieurs actions ont été entreprises en 2015 ; Les principales actions ont trait à :

5.3.1. Mise en place d'un outil de diffusion de l'information boursière par SMS

Dans le cadre de la diffusion de la culture boursière et afin de toucher le plus grand nombre de personnes, la BRVM a lancé, en mai 2015, un produit innovant « Infos BRVM » consistant à envoyer des informations du marché à travers le canal des SMS (Short Message Services).

Le choix de cette technologie se justifie par la forte croissance du taux de pénétration de la téléphonie mobile³ dans la sous-région et par le fait que ce canal de diffusion d'information grand public permet de développer la culture boursière chez un grand nombre de citoyens afin de susciter davantage d'investissements boursiers.

Plus spécifiquement, ce projet permet aux abonnés de la téléphonie mobile de la Zone UEMOA, ayant souscrit au service auprès d'un opérateur, d'obtenir de manière quotidienne, suivant une formule d'abonnement à la demande, hebdomadaire ou mensuelle, les informations suivantes :

- ✓ résumé du marché après la clôture du marché (évolution des indices, volume et valeur des transactions, plus fortes hausses/baisses) ;
- ✓ cours (de clôture) des actions après la clôture du marché ;
- ✓ contenus éducatifs et instructifs sur la bourse et les marchés financiers ;
- ✓ informations générales du marché.

Le service a été lancé en mai 2015 en Côte d'Ivoire auprès de trois opérateurs. Plus de 1 200 000 clients ont souscrit à ce service à fin 2015.

Un déploiement de ce service est prévu dans les autres pays de l'UEMOA.

5.3.2. Mise en place de FIX GATEWAY

Depuis la mise en place de son nouveau système de négociation en juin 2012, la BRVM dispose d'une interface FIX (Financial Information eXchange) - version 4.4 - permettant aux acteurs et partenaires de la Bourse de faire communiquer leurs Systèmes de Gestion des Ordres avec le système de cotation de la Bourse et offrant les fonctionnalités ci-après :

- ✓ la récupération en temps réel de données du marché - cours, indices, carnets d'ordres, exécutions du marché, etc. ;
- ✓ l'envoi d'ordres, directement à partir d'un système d'information externe sans ressaisie des ordres.

A ce jour, cette interface est commercialisée par la BRVM aux revendeurs d'information tels que Bloomberg, pour leur permettre de disposer du flux des données boursières de la BRVM en temps réel.

Les acteurs du Marché Financier Régional, en l'occurrence des SGI, ont saisi la BRVM en vue de l'exploitation des fonctionnalités offertes par le FIX Gateway. Il s'agit notamment des SGI BOA Capital Securities, CGF Bourse, Hudson & Cie, Impaxis Securities et EDC Investment Corporation.

La BRVM a souhaité mettre à la disposition exclusive des SGI cette passerelle pour la réception des données du marché et la transmission automatique des ordres de leurs clients sans ressaisie.

Au cours de l'année 2014, des échanges de courrier ont eu lieu entre la BRVM et le CREPMF sur ce sujet. Le CREPMF a évoqué des risques pour le marché dans le cas où les SGI se servent de l'interface FIX pour étendre leurs activités à la bourse en ligne sans que des textes réglementaires ne soient mis en place pour son encadrement. En Août 2014, le CREPMF avait demandé à la BRVM de surseoir au projet.

Plusieurs séances de travail, suivies de démonstrations du logiciel, ont été organisées en 2015. A l'issue de ces séances, les parties ont convenu d'un plan d'action, d'un cahier des charges à élaborer par la BRVM et d'un projet d'instruction à élaborer par le CREPMF. Ledit projet d'instruction devrait être soumis en avis à la session du CREPMF de novembre 2015, puis en décision, à la session extraordinaire du CREPMF prévue en décembre 2015.

³ A titre indicatif, selon les statistiques publiées par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), les opérateurs télécoms de la Zone UEMOA enregistraient un total de plus de 97 000 000 d'abonnés à la téléphonie mobile en 2014.

Au cours des différentes réunions, l'Association Professionnelle des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (APSGI) a réaffirmé la volonté des SGI de voir aboutir le projet dans les meilleurs délais afin que ses membres puissent commencer à rentabiliser les investissements qu'ils ont effectués et renforcer l'efficacité et la productivité de leurs agents. A ce jour, la BRVM reste dans l'attente de la mise en place du cadre réglementaire par le CREPMF.

Dans l'intervalle, la BRVM a donné aux SGI, qui le souhaitent, la possibilité de recevoir, via la passerelle FIX, le flux d'information du marché mis à la disposition des revendeurs d'information tels Bloomberg afin de réduire partiellement la charge de travail des activités post - marché. Cette possibilité a été saisie par certaines SGI - notamment la SGI Impaxis Securities - pour renforcer l'automatisation de leurs activités et mettre en place des applications mobiles disponibles sur Smartphones contribuant ainsi à la diffusion de la culture boursière.

5.3.3. Mise en place d'une application mobile pour tablettes et smartphones

Dans le cadre de ses actions de diffusion de la culture boursière, la BRVM a entrepris de mettre en place une application mobile pour la consultation des données boursières.

L'objectif de cette application est de permettre aux personnes disposant de smartphones et tablettes de pouvoir, à tout instant, consulter les informations boursières du Marché Financier Régional.

Des études avancées ont été réalisées.

5.3.4. Mise en place d'un nouveau site Web pour la BRVM

En vue de la rénovation et du réaménagement du site web de la BRVM afin de le rendre conforme aux normes et standards internationaux, un processus d'appel d'offres a été conduit pour la sélection d'un prestataire spécialisé capable d'accompagner la BRVM dans la réalisation du Projet. Un contrat a été signé entre la BRVM et la Société People Input (Sénégal), le 20 novembre 2015. Le lancement du Projet est intervenu le 7 décembre 2015.

Les activités principales du Projet seront mises en oeuvre en vue d'une mise en ligne du nouveau site au cours du premier semestre 2016.

5.3.5. Archivage physique et électronique

Un processus d'appel d'offres a été conduit en vue de la sélection d'un prestataire spécialisé, capable d'accompagner la BRVM dans la réalisation d'un Projet d'Archivage Physique et Electronique des documents. Le Projet a été revu et un contrat a été signé entre la BRVM et la Société Info Assistance, le 11 décembre 2015 pour la mise en oeuvre d'un système de Gestion Electronique de Documents (GED). Le volet « Archivage Physique » sera mis en oeuvre dans une deuxième phase du Projet.

Les activités principales de la Gestion Electronique de Documents seront mises en oeuvre au cours de l'année 2016.

5.4. Développement du capital humain de la BRVM

5.4.1. Gestion de la carrière

L'effectif de la BRVM, au 31 décembre 2015, est de 52 agents. Aucune évolution n'a été observée par rapport à l'effectif au 31 décembre 2014.

L'effectif du DC/BR au 31 décembre 2015 est de 08 agents. Aucune évolution n'a été observée par rapport à l'effectif au 31 décembre 2014.

5.4.2. Formation du personnel

En 2014, une note d'orientation pluriannuelle (2014 -2016) a été élaborée afin d'identifier les grands domaines dans lesquels les compétences des agents doivent être renforcées pour répondre à la vision stratégique et aux évolutions de la BRVM et du DC/BR à l'horizon 2020.

Diverses actions de formation ont été réalisées. Le nombre de personnes ayant participé à une formation sur les trois dernières années se présente comme ci-après :

Catégorie Socio-Professionnelle	Années		
	2013	2014	2015
Directeurs et cadre supérieur	9	05	11
Cadre moyen	6	02	2
Autres Agents	1		
Total	16	07	13

Il ressort de l'analyse que le taux de participation des agents de la BRVM à la formation en 2015, a presque doublé par rapport à 2014.

En plus des formations prévues, le Comité de Direction élargi (11 directeurs, 12 cadres supérieurs et 04 cadres moyens) a participé à un séminaire sur les thèmes :

- ✓ le développement personnel et l'efficacité ;
- ✓ la conformité, l'audit interne et le contrôle externe : quelle articulation ?

Un coaching en anglais a été aussi organisé sur les quatre (4) derniers mois de l'année 2015. Cet effort sera renforcé en 2016.

5.4.3. Contrôle, Conformité et Audit Interne

Différents chantiers ont été ouverts en 2015 :

Au titre du Contrôle et de la Conformité, les actions se sont concentrées sur :

- ✓ la relecture, la mise à jour et la modification des textes de la BRVM et du DC/BR ;
- ✓ la mise en oeuvre du chantier des profils et des habilitations ;
- ✓ la conduite d'enquêtes de vérification diligente avant la signature d'accords-cadres ;
- ✓ la vérification de la conformité de processus.

Au titre de l'Audit Interne, il convient de noter que l'Audit Interne a effectué des missions notamment sur les processus métiers de la BRVM et le suivi des recommandations émises par les vérificateurs et cabinets externes.

Par ailleurs, l'Audit Interne a particulièrement suivi la mise en oeuvre des chantiers liés à la mise en oeuvre des profils et habilitations ainsi qu'à la rédaction des procédures générales. Ces activités ont fait l'objet de reporting adéquat au Comité d'Audit et des Risques ainsi qu'à la Direction Générale.

Enfin, outre la communication au fil de l'eau des résultats des travaux de l'Audit Interne, le Comité d'Audit et des Risques a été tenu informé à travers les reporting trimestriels et les réunions qui ont été tenus à deux (2) reprises au cours de l'année 2015. Les actions se sont poursuivies jusqu'au 31 décembre 2015 afin de compléter les reporting par des remontées d'information de mesure de risques notamment opérationnels.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

*Exercice clos le
31 décembre 2015*

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (BRVM), tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles généralement admises en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels établis conformément aux règles comptables spécifiques applicables aux intervenants agréés du marché financier régional de l'Union Economique et Monétaires Ouest Africaine (UEMOA), sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société au 31 décembre 2015.

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

Exercice clos le
31 décembre 2015

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Abidjan, le 11 Avril 2016

MAZARS COTE D'IVOIRE



Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé
Associé

AAC DELOITTE TOGO



Ignace Clomegah
Expert-Comptable Diplômé
Associé

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES** Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

*Exercice clos le
31 décembre 2015*

Conformément aux dispositions de l'article 440 de l'Acte uniforme du Traité de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, nous vous présentons notre rapport sur les conventions prévues à l'article 438 dudit acte.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes conclues entre la société et l'un des administrateurs, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint ou entre la société et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, à l'exclusion des conventions normales portant sur des opérations conclues à des conditions habituelles.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ses conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 - Conventions conclues au cours de l'exercice 2015

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2015.

2 - Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice

Avec le Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/BR)

Les conventions de services signées le 30 Mai 2002 ont été renouvelées successivement le 21 Décembre 2009, le 31 Janvier 2013 et 31 Décembre 2014.

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

Exercice clos le
31 décembre 2015

Dirigeants Communs

M. FRANCK TAPSOBA (Représentant Permanent des Etats de l'UMOA et de la CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'ARTISANAT DU BURKINA FASO), BOAD, CRRAE UEMOA, ACTIBOURSE, CGF BOURSE, BNI FINANCES, HUDSON & CIE, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE COTE D'IVOIRE, CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU TOGO, SOCIETE SABU NYUMAN, SGI NIGER, ATEPA TECHNOLOGIES : Tous administrateurs de la BRVM et du DC/BR.

2-1 - Location de locaux**Nature et objet**

La BRVM met à la disposition du DC/BR des locaux meublés à usage professionnel, comprenant des équipements informatiques et de télécommunications, du mobilier et du matériel de bureau.

Modalités

En contrepartie de cette prestation, le DC/BR verse à la BRVM une contribution annuelle déterminée en fonction de la valeur locative et des coûts d'amortissement des immobilisations concernées, augmenté des charges communes d'électricité, d'eau, de sécurité et d'entretien des locaux à concurrence de 12 % du montant facturé à la BRVM.

Cette contribution s'élève à 31 516 432 FCFA pour l'exercice 2015.

2-2 - Refacturation de prestations communes**Nature et objet**

Le DC/BR bénéficie d'une part, de prestations fournies par les services de la BRVM en matière de gestion des ressources humaines, d'administration, de gestion financière et comptable, d'informatique et de technologies de l'information, et d'autre part, de prestations commandées par la BRVM auprès de conseils juridiques et fiscaux.

En outre, les Antennes Nationales de Bourse (ANB) assurent la représentation du DC/BR et de la BRVM dans les Etats membres de l'UEMOA.

**BOURSE REGIONALE
DES VALEURS
MOBILIERES**

*Exercice clos le
31 décembre 2015*

Modalités

L'ensemble de ces prestations sont refacturées au DC/BR, selon un prorata défini annuellement.

Par ailleurs, les charges salariales de certains membres du personnel sont supportées pour 2/3 par la société qui les emploie et pour 1/3, par celle qu'ils assistent.

Pour l'exercice 2015, les frais refacturés par la BRVM au DC/BR se sont élevés à 580 397 263 FCFA, et ceux facturés par le DC/BR à la BRVM, à 67 712 834 FCFA.

2-3 - Comptes de Liaison

Nature et objet

Un compte de livraison non rémunéré a été créé pour enregistrer les transactions réalisées entre la BRVM et le DC/BR.

Modalités

Au 31 Décembre 2015, ce compte présente un solde de 748 629 362 FCFA en faveur de la BRVM.

Abidjan, le 11 Avril 2016

MAZARS COTE D'IVOIRE



Armand Fandoban
Expert-Comptable Diplômé
Associé

AAC DELOITTE TOGO



Ignace Clornegah
Expert-Comptable Diplômé
Associé

ETATS FINANCIERS

BILAN
 (du 31 Janvier 2016 au 31 Décembre
 2015)
 (2^{ème} Partie)
 (en Franc CFA)

DENOMINATION DE L'ENTREPRISE : Sogefi - SOCIETE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTES	ACTIF	NOTES	31/12/15	31/12/14
	20 Valeurs mobilières		1 500 000	1 700 000
	21 Comptes Courants dans les banques de règlement		-	-
	22 Banques comptes-courants		1 850 700 000	1 698 700 000
	23 Banques comptes-épargne opérations sur titres		-	-
	24 Autres-comptes de dépôt dans les institutions financières		1 000 000 000	1 000 000 000
	30 Valeurs à recevoir		-	-
	39 Comptes de valeurs-en-cours (autres provisions)		-	-
A	Trésorerie		3 350 700 000	2 798 700 000
	25 Titres de transaction		-	-
211-217	Titres de placement (titres propres)		1 000 000 000	1 000 000 000
	26 Comptes de régularisation et de règlement sur opérations sur titres		-	-
	29 Créances (-) provisions pour dépréciation		-	-
B	Opérations sur titres		1 000 000 000	1 000 000 000
	81 Clients		-	-
	82 Clients, valeurs mobilières		-	-
	83 Clients, valeurs non négociées		-	-
Autres 81	Clients, comptes réglés		-	-
C	Comptes de la clientèle sur opérations sur titres		-	-
	84 Fournisseurs débiteurs		100 000 000	110 000 000
	85 Clients, prestations de services		3 000 000 000	1 600 000 000
	86 Clients, clients étrangers ou étrangers,		-	-
822 b 82200	Autres-clients		-	-
80 104	Fournisseurs et Comptes-recevable - Organismes sociaux		60 000 000	40 000 000
	87 Etat et collectivités publiques		40 000 000	30 000 000
80 80	Autres-débiteurs-divers		90 000 000	70 000 000
	89 Créances (-) Dépréciation et risques provisionnels		200 000 000	200 000 000
D	Débiteurs divers		2 000 000 000	2 410 000 000
	40 Immobilisations financières		20 000 000	20 000 000
	41 Dépôts et avances remboursables		10 000 000	10 000 000
	42 Immobilisations en cours		-	-
	43 Changement d'actifs		-	-
	44 Immobilisations incorporelles transférables		1 000 000 000	1 000 000 000
	45 Propriétés		400 000 000	400 000 000
	46 Avances et comptes rendus sur immobilisations		20 000 000	10 000 000
	47 Créances (-) Immobilisations		5 000 000 000	4 000 000 000
	48 Créances (-) Provisions pour dépréciation		200 000 000	200 000 000
E	Valeurs immobilisées nettes		2 350 000 000	2 400 000 000
TOTAL ACTIF			9 500 200 000	8 700 200 000

BELAM
 (du 01 janvier 2015 au 31 décembre
 2015) (2^{ème} Partie)
 (en francs CFA)

PERFORMANCE DE L'ENTREPRISE : Page 1 SOURCE PERSONNELLE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTES	PASSIF	NOTES	31.12.N	31.12.N-1
	11 Comptes relatifs aux banques de règlement		-	-
121 à 122	Comptes relatifs aux établissements de crédit		-	886 250
	13 Créances Autres avances dans aux traités		-	-
	14 Finances Virement interne		-	-
	Trésorerie		-	886 250
	24 Comptes de négociation et de règlement sur opérations sur titres		-	-
	Opérations sur titres et opérations diverses		-	-
	241 Créances, espèces		-	-
	247 Créances, créances rattachées		-	-
	248 Créances, valeurs non-typées		-	-
	249 Créances, autres comptes		-	-
	Comptes de la clientèle sur opérations sur titres		-	-
	25 Créances créditeurs		479 744 385	454 348 388
	26 Fournisseurs et comptes rattachés		445 704 557	355 813 723
23 à 34	Personnels et comptes rattachés - Organismes		85 682 844	104 383 889
	30 État et collectivités publiques		29 888 375	38 275 948
	31 Autres créances divers		470 217 231	628 427 426
	32 Associés - Groupe		35 354 580	78 622 388
	Créditeurs divers		2 162 996 706	1 831 870 678
	51 Subventions et autres fonds reçus		-	-
51 à 52	Provisions		291 851 419	258 442 948
	53 Comptes bloqués d'actifs financiers		-	-
	54 Primes liées au capital		45 686 680	45 686 680
	55 Réserves		1 312 489 680	1 272 489 680
	56 Ecarts de réévaluation Esprants		-	-
	57 Capital et dotations		425 428 044	604 865 920
	58 Report à nouveau		1 062 998 680	1 062 998 680
	59 Résultat net de l'exercice		485 441 485	1 858 817 388
	60		1 580 386 880	538 236 615
	Ressources durables		7 337 252 532	6 932 506 500
TOTAL PASSIF			9 500 249 238	8 765 263 428

COMPTÉ DE RESULTAT

(1^{ère} Partie)

(du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2015)

(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : Pays : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTE	CHARGES		NOTES	31.12.N	31.12.N-1
605	Droits d'affiliation DC/BR et BRVM			-	-
602	Charges de transfert			-	-
603	Charges de gestion de comptes			-	-
604	Charges de règlement/livraison			-	-
6081-82	Charges réglementaires			-	-
600, 601, 6087, 609	Autres charges sur opérations sur titres			-	-
K	Charges sur opérations sur titres			-	-
611-612	Achat			72 181 640	86 132 069
613	Transport			123 802 190	100 672 368
614	Services extérieurs			353 783 681	249 669 487
615	Autres services extérieurs			873 347 872	729 628 191
616	Autres charges & pertes diverses			251 403 707	235 755 169
Autres 61	Autres charges externes et charges d'exploitation				
L	Charges externes et charges d'exploitation			1 674 519 090	1 401 857 284
6211	Commissions et courtages sur achats			-	-
6212	Commissions et courtages sur ventes			-	-
Autres 62	Autres rémunérations d'intermédiaires			-	-
M	Rémunérations d'intermédiaires, apporteurs d'affaires			-	-
TN	Valeur ajoutée				
		N	N-1		
	R+S+cpte 74-K-L-M	2 584 100 584	2 017 383 801		
63	Impôts et taxes			15 339 812	15 512 982
N	Impôts taxes et versements assimilés			15 339 812	15 512 982
641-642	Appointements et salaires			1 101 678 208	1 009 488 434
643	Autres rémunérations et			-	-
644-648	indemnités Charges sociales			124 171 118	121 079 951
Autres 64	Autres avantages en nature				
O	Charges de personnel			1 225 849 326	1 130 568 385
TQ	Excédent Brut d'Exploitation				
		N	N-1		
	TN-N-O	1 342 911 446	871 302 434		
65	Frais financiers et charges assimilées			-	6 725 100
P	Frais financiers			-	6 725 100
661	Dotation aux amortissements			244 750 864	200 622 183
663 à 667	Dotation aux provisions			122 507 764	510 275 107
Q	Dotation aux amortissements et provisions			367 258 628	710 897 290
81-83-85-87	Charges hors activités ordinaires			-	-
89	Impôts sur le bénéfice			-	-
	Pertes de l'exercice			-	-
TOTAL CHARGES				3 282 966 856	3 265 561 042

COMPTE DE RESULTAT

(2^{ème} Partie)

(du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2015)

(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE : Pays : BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES (COTE D'IVOIRE)

POSTE	PRODUITS	NOTES	31.12.N	31.12.N-1
7111	Commissions de courtage		1 282 127 135	873 282 682
7112	Commissions sur droits de garde		-	-
712	Produits de la BRVM		2 918 944 292	2 488 994 515
713	Produits du DC/BR		-	-
714	Produits sur prestations de services		-	-
703	financiers Produits sur opérations de		-	-
718-719	contrepartie Autres produits		-	-
R	Produits sur opérations sur titres		4 201 071 427	3 362 277 197
7261	Prestations taxables		57 548 247	56 963 888
7262	Prestations non taxables		-	-
S	Produits de l'ingénierie financière		57 548 247	56 963 888
727	Revenus financiers et produits assimilés		134 488 605	153 291 510
74	Subventions d'exploitation et autres fonds		-	-
Autres 72	reçus Autres produits		56 396 388	24 186 000
T	Autres produits divers d'exploitation		190 884 993	177 477 510
73	Produits sur immobilisations financières		-	-
76	Reprise d'amortissement et provisions		45 691 499	187 429 678
U	Autres produits		45 691 499	187 429 678
82-84-86-88	Produits hors activités ordinaires		368 167 580	19 648 784
	Bénéfice avant impôts		1 580 396 890	538 236 015
	BENEFICE DE L'EXERCICE		1 580 396 890	538 236 015
	TOTAL DES PRODUITS		4 863 363 746	3 803 797 057

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

1er partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2015
(du 01 janvier 2015 au 31 décembre 2015)
(en francs CFA)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE:

BRVM

Pays: CI

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG= Excédent Brut d'exploitation EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

Dotations aux provisions courtes	119 135 548	E.B.E.	1 342 911 446
Frais financiers	-	Reprise sur provision courtes	45 691 499
Charges H.A.O.	-	Revenus financiers et assimilés	134 488 605
Impôts sur le résultat	-	Produits sur immob. Financières	
		Autres fonds reçus	424 563 968
Total (I)	119 135 548	Total (II)	1 947 655 518

CAFG : Total (II) - Total (I) = 1 828 519 970 (N - 1) : 738 858 199

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice

(1) AF = 1 828 519 970 - 918 612 000 = 909 907 970 (N - 1) : -332 855 801

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

NB: (à l'exclusion des éléments H.A.O. Les acteurs agréés n'ayant pas de stocks, la variation de stock est nulle) Les rares stocks sont comptabilisés en charges constatées d'avance (autres créances)

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
Fournisseurs débiteurs	22 771 228	-
Clients	343 138 740	
Autres créances	149 156 645	-
(A) Variation globale nette des créances	515 066 613	-

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois diminution (-)		Ressources augmentation (+)
Clients, avances reçues		ou	
Clients créditeurs	-	ou	245 425 896
Fournisseurs et comptes rattachés	-	ou	101 090 834
Dettes fiscales	28 412 265	ou	-
Dettes sociales	20 690 235	ou	-
Autres dettes	-	ou	33 711 798
Risques provisionnés		ou	
		ou	
(B) Variation globale nette des dettes circulantes	-	ou	331 126 028

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B)	183 940 585	ou	
--	--------------------	----	--

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	1 342 911 446	871 302 434
-Variation du B.F.E. (-is emplois ; + si ressources) (- ou +)	-183 940 585	673 014 792
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	1 158 970 861	1 544 317 226

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

	Exercice N		Exercice N - 1 (E - ; R +)
	Emplois	Ressources	
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)		//////////	
Croissance interne			
Acquisition/Cession de titres (transaction, placement, comptes divers)	412 671 138	581 204 658	270 212 199
Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	27 890 966		- 31 241 735
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	209 151 206	38 511 119	- 39 524 314
Croissance externe			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	59 690 662	60 606 882	- 43 677 339
INVESTISSEMENT TOTAL	29 081 313		155 768 811
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	183 940 585		673 014 792
A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER	213 021 898		828 783 603
III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	343 427 337	//////////	- 17 431 868
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	556 449 235		811 351 735

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE: BRVM

Pays: CI

	Exercice N		Exercice N - 1
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
V. FINANCEMENT INTERNE			
Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	918 612 000	1 828 519 970	-332 855 801
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
Augmentations de capital par apports nouveaux	////////////////	-	
Subventions d'investissement	////////////////		
Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		////////////////	
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
Ressources en provenance de la clientèle Emprunts (2)			
Autres dettes financières (2)	-	86 388 479	-151 393 829
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT V+VI+VII		996 296 449	-484 249 630
D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)		ou 439 847 214	327 102 105
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	3 143 613 657		
à l'ouverture de l'exercice + ou -	2 703 766 443		
Variation Trésorerie : (+ si Emploi ; - si Ressources)	439 847 214	439 847 214 ou	-327 102 105

**RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 26 AVRIL 2016
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015**

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2015 et sur les comptes dudit exercice ainsi que des Rapports des Commissaires Aux Comptes sur l'exécution de leur mandat, les approuve ainsi que les comptes et les états financiers de l'exercice, tels que présentés et qui font apparaître un résultat bénéficiaire de **1 580 396 890** Francs CFA.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport spécial présenté par les Commissaires Aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique du traité de l'OHADA, l'approuve.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le résultat de l'exercice 2015, de **1 580 396 890** Francs CFA augmenté du report à nouveau créditeur de **683 441 605** Francs CFA soit un total de **2 263 838 495** Francs CFA comme suit :

Dividende : **1 224 816 000** Francs CFA
Report à nouveau : **1 039 022 495** Francs CFA

Le dividende par action s'élève à **4 000** Francs CFA.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la marche de la société au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2015 et le Rapport général des Commissaires Aux Comptes sur l'exécution de leur mandat, donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion et décharge aux Commissaires Aux Comptes pour l'exécution de leur mandat.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales postérieures consécutives aux décisions de la présente Assemblée.

REPertoire

1. SOCIETES DE GESTION ET D'INTERMEDIATION (SGI)

ORGANE	ADRESSE	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
BENIN				
ACTIBOURSE	08 BP 0879 COTONOU	(229) 21 31 32 28	(229) 21 31 78 00	information@boa-actimburse.com
AFRICABOURSE	Avenue Steinmetz en face de DHL ex - Air Gabon 01 BP 6002, Cotonou BENIN	(229) 21 31 88 35/36	(229) 21 31 14 54	africabourse@africabourse.com
BIBE FINANCE & SECURITIES	Avenue Jean - Paul II, 03 BP 2098 Cotonou	(229) 21 32 48 75/76	(229) 21 32 44 67	sgibfs@bow.intnet.bj
SGI BENIN S.A.	Scoagbeto Carré 183 Appt N°2 - B Imm. Nassif Hamoud, 01 BP 4546 Cotonou	(229) 21 31 15 41/71	(229) 21 31 15 60	sgibenin2@yahoo.fr
BURKINA FASO				
CORIS BOURSE S.A.	1242 Avenue Dr Kwamé Nkrumah, Imm. Coris Bank International, 01 BP 6585 Ouagadougou 01	(226) 50 33 14 85/50	(226) 50 33 14 83	corisbourse@coris-bourse.com
SGI SBIF	Av. de la Résistance du 17 mai - Immeuble CGP 01 BP 5394 Ouagadougou 01	(226) 50 33 04 91/92	(226) 50 33 04 90	sbif@sbifbourse.bf
COTE D'IVOIRE				
AFRICAIN DE BOURSE	34, BD de la République -01 BP 1300 Abidjan	(225) 20 21 98 26	(225) 20 21 98 27	africaine.bourse@sib.ci
ATLANTIQUE FINANCE	15, Av. Joseph Anoma, Abidjan - Plateau, 10 ^{ème} étage, 04 BP 1036 Abidjan 04	(225) 20 31 21 21 / 23	(225) 20 32 06 77	sgi@banqueatlantique.net
BICI BOURSE	Rue Gourgas, Tour BICICI, 01 BP 1298 Abidjan	(225) 20 20 16 68	(225) 20 21 47 22	bicibourse@africa.bnpparibas.com
BNI FINANCES	Av. Marchand, 14 ^{ème} étage Imm. Bellerive Plateau 01 BP 670 Abidjan 01	(225) 20 31 07 77	(225) 20 31 07 78	bnifinances@bnifinances.ci
CITICORP SECURITIES WEST AFRICA	Imm. Botreau Roussel, 28 Avenue Delafosse 01 BP 3698 Abidjan 01	(225) 20 20 90 00/01	(225) 20 21 76 85	noelie.gansah@citigroup.com
ECOBANK INVESTMENT CORPORATION	Av. Terrasson de fougères, 01 BP 4107 Abidjan 01	(225) 20 21 10 44	(225) 20 21 10 46	eic@ecobank.com
HUSDON & CIE	8-10, Avenue Joseph Anoma, Tour BIAO 9 ^{ème} étage, 18 BP 2294 Abidjan 18	(225) 20 31 55 00	(225) 20 33 22 24	info@hudson-cie.com (www.hudson-cie.com)
NSIA FINANCE	8 et 10, Avenue, Joseph Anoma, 01 BP 1274 Abidjan 01	(225) 20 20 06 53	(225) 20 33 90 93	contact_biaofinance@biao.ci
PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT	Avenue Lamblin, Plateau, 17 ^{ème} étage Imm. BIAO 01 BP 12 686 Abidjan 12	(225) 20 25 75 90	(225) 20 25 75 99	cms@phoenixafricaholding.com (www.phoenix-africa.net)
SOGEBOURSE	5 & 7 Avenue Joseph Anoma, 01 BP 1355 Abidjan 01	(225) 20 20 12 65	(225) 20 20 14 89	filiale.sogebourse@socgen.com
MALI				
SGI MALI SA	Bd Cheik Zayed, Imm. Ali Baba, 2 ^{ème} étage, Bureau 209 - 210 01 BP E 2477 Bamako	(223) 20 29 41 19	(223) 20 29 29 75	sgi@sgimali.com
NIGER				
SGI NIGER	258 B Rue de Grand Hôtel BP 10812 Niamey	(227) 20 73 78 18	(227) 20 73 78 16	sginiger@sginiger.com; sginiger@gmail.com
SENEGAL				
CGF BOURSE	12, Rue Docteur THEZE - BP 11516 Dakar	(221) 33 849 03 99	(221) 33 823 39 99	cgfbrvm@orange.sn / cgfbourse@cgfbourse.com
IMPAXIS SECURITIES SA	13D, Rue des Ecrivains point E - BP 45545 Dakar - Fann	(221) 33 869 31 40/ 47	(221) 33 864 53 41	Patrick.brochet@impaxis- securities.com
TOGO				
SGI TOGO	Place Van Vollenhoven, UTB Centrale 3 ^{ème} Etage BP 2312 Lomé	(228) 22 22 31 45	(228) 22 22 31 47	sgi-togo@sgitogo.tg

2. EMETTEURS

SOCIÉTÉS COTÉES

Dénomination	Nom de la société	Adresse - Téléphone
ARLMOB-D	Arlmobil Côte-d'Ivoire	10 Boulevard de Marseille, BP 07 011 Abidjan 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
BENMOB-D	BENMOB-Côte d'Ivoire	BPM de Marseille, BP 07 ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE-TEL:00223-20-00-00 Fax:20-00-00
BEOO	Bureau National de l'Énergie Communautaire Régionale de Côte-d'Ivoire	Avenue Pasteur Abidjan, BP 07 CÔT'D'IVOIRE (BOCCE D'IVOIRE) - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
BONAF	Bureau d'Études Architecturales	Comptoirs 75, Avenue Jean-François Leroy, Casernes LAFERRIÈRE, BP 07 011 ABIDJAN 09CÔTE D'IVOIRE-TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
BONAF	Bureau d'Études-Bâtiment	Avenue Jean-François Leroy, Casernes LAFERRIÈRE, BP 07 011 ABIDJAN 09CÔTE D'IVOIRE-TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
BONAF	Bureau d'Études-Côte d'Ivoire	45-Avenue Pasteur de Passade au Grand, BP 07 011 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
BONAF	Bureau d'Études-Matériaux	Immeuble BOUAFIA BP 07 011 Abidjan - Ivoire-TEL:00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
BOLAFRE HYDROELECTRIC C	BOLAFRE HYDROELECTRIC Côte-Ivoire	Avenue Général de Gaulle, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
COVO C	Compagnie Ivoirienne de Télécommunications et de Côte d'Ivoire	Case Postale 0104 de Toulon, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
COVO	Compagnie Ivoirienne de Télécom	Avenue Général de Gaulle, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
CROWNSH C	CROWN SHIP SERVICES-Ivoirienne-Abidjan	10 Boulevard de Marseille, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
ERTM	Ertm Télécoms Ivoirienne	25-Avenue Pasteur, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
FLUENCO	Fluor, Travaux, Eau et Côte-Ivoire	100-Avenue Pasteur, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
HYD C	SAHIA Ivoirienne-Abidjan	Parc des Services, BP 07 011 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
HYDRO C	Hydro Electric Ivoirienne - Côte d'Ivoire et République Fédérale de Congo	1 Boulevard de Marseille, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
HYDRO-DI	HYDRO-Côte d'Ivoire	Case Postale de la rue Toulon, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
IMMOBIL BP	Office National de Télécommunications Ivoirienne	10 Avenue de la Liberté BP 07 011 Abidjan 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
PAUM C	PAUM Côte-Ivoire	Immeuble AFCA, BP 07 ABIDJAN 09 - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OPFACI	SAHIA Ivoirienne de Côte-Ivoirienne de Côte d'Ivoire	1 Parc des Services, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OPHC	SAHIA Ivoirienne de République Fédérale de Côte-d'Ivoire	Toulon, Parc des Services, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OPHMOBMOB C	OPHMOBMOB	Avenue International P.01, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
OPFACI	SAHIA Ivoirienne de Côte d'Ivoire République Fédérale de Congo	Immeuble ECILAF, Rue 6, BP 07 ABIDJAN 09 - CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Email: info@opfaci.com
OSM-D	SAHIA Ivoirienne de Côte d'Ivoire	Avenue Jean-François Leroy, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSMUE C	SAHIA Ivoirienne de Côte-Ivoire	Parc des Services, Rue Industrielle de TEL, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSOR C	SAHIA Ivoirienne de Côte d'Ivoire	IMMEUBLE COCO COLAM BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSPHI	SAHIA Ivoirienne de Côte-Ivoire	100-Avenue Pasteur, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSR C	SAHIA Ivoirienne de Côte d'Ivoire	100-Avenue Pasteur, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSPHI	SAHIA de République Fédérale de Côte d'Ivoire	Avenue Général de Gaulle, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSRO C	SAHIA de République Fédérale de Côte d'Ivoire	21 Rue de la République, Casernes LAFERRIÈRE, BP 07 011 Abidjan 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSLPHACI	SAHIA de République Fédérale de Côte d'Ivoire	Parc des Services, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
OSPHI, IM	SAHIA Ivoirienne de République Fédérale de Côte d'Ivoire	100-Avenue Pasteur, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
TECH-DI	TECH Côte d'Ivoire	Case Postale de la rue Toulon, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
TRACOPHE MOB C	Télécom Ivoirienne Côte d'Ivoire	21 Rue de la République, Casernes LAFERRIÈRE, BP 07 011 Abidjan 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
TRAFIC C - Ivoirienne et Ivoirienne	SAHIA Ivoirienne de République Fédérale de Côte d'Ivoire République Fédérale de Congo	Rue Industrielle - BP 07 ABIDJAN 09 - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
UNIVERS C	Hydro-Electric Ivoirienne-Côte d'Ivoire	Boulevard de la rue Toulon, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 20-00-00
UNIVMOB	UNIVMOB Côte d'Ivoire	Yacouba, BP 07 011 Abidjan 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00
YMOBMOB C	YMOBMOB Côte d'Ivoire	Parc des Services, BP 07 ABIDJAN 09, CÔTE D'IVOIRE - TEL: 00223-20-00-00 Fax: 00223-20-00-00



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 3 062 040 000 F CFA, Siège Social: Abidjan - Côte d'Ivoire

Adresse: 18 Avenue Joseph Anoma - 01 BP 3802 Abidjan 01

Tel: (225) 20 326 685 / 20 315 550 - Fax: (225) 20 326 684

E-Mail: brvm@brvm.org / Site Web: www.brvm.org



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo